

Le vote confisqué en Russie
Etude des élections régionales de 2007

Mikhaïl Sokolov

LES CAHIERS RUSSIE

MARIE MENDRAS

THE RUSSIA PAPERS

Le vote confisqué en Russie
Etude des élections régionales de 2007

Mikhaïl Sokolov

N. 5

2007

Les Cahiers Russie - The Russia Papers

Floriana Fossato, *Vladimir Putin and The Russian Television "Family"*.

N. 1, 2006

Jean-Charles Lallemand, *Biélorussie 2006. Manipulation électorale dans une dictature post-soviétique.*

N. 2, 2006

Alexandre Verkhovski, *Religion et « idée nationale » dans la Russie de Poutine.*

N. 3, 2006

Salomé Zourabichvili, *La démocratisation en Géorgie à l'épreuve des élections.*

N. 4, 2007

Mikhaïl Sokolov, *Le vote confisqué en Russie. Etude des élections régionales de 2007.*

N. 5, 2007

Mikhaïl Sokolov est journaliste à Radio Svoboda à Moscou depuis 1990. Il a présenté l'émission hebdomadaire « Elections », puis l'émission « Le temps de la politique » (Vremia politiki). Il est un grand spécialiste des réalités politiques et sociales dans les provinces de Russie.

Les Cahiers Russie sont publiés par l'Observatoire de la Russie au CERI avec le concours du Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des Affaires Etrangères à Paris. Le contenu de chaque Cahier n'engage que son auteur.

The Russia Papers are published by the *Observatoire de la Russie* at CERI with the support of the Policy Planning Department, Ministry of Foreign Affairs, in Paris. The content of each paper is the sole responsibility of its author.

Depuis les dernières élections législatives, en décembre 2003, le système électoral russe a été peu à peu transformé en profondeur. Cette transformation vise à permettre une manipulation calculée et centralisée du vote afin d'assurer l'élection des partisans du pouvoir poutinien et de l'élite proche du Kremlin.

Les élites politico-économiques forment, au sommet, une couche de bureaucrates-entrepreneurs devenus presque inamovibles. L'enjeu des prochaines législatives, en décembre 2007, et de la présidentielle de mars 2008, est de consolider les positions de ces élites. Et les scrutins régionaux du printemps 2007 ont servi de préparation pour le grand cycle électoral à venir.

GOUVERNANTS ET GOUVERNES : L'HERITAGE AUTOCRATIQUE

La dualité culturelle caractéristique de la Russie depuis l'époque de Pierre I^{er} touche aussi au domaine politique. L'élite avait alors le sentiment de participer au mouvement des Lumières en disposant d'attributs venus de la culture juridique européenne, tandis que la majorité non éduquée était privée de droits individuels et soumise à la tyrannie, subissant un totalitarisme asiatique qui pouvait aller jusqu'à l'intervention dans la vie privée.

Le bolchévisme a été une époque de nivellement. Avant tout par la prise de conscience du droit de la dictature à éliminer n'importe quel citoyen sans avoir à fournir de justification. La peur est ainsi devenue le fondement de la mentalité collective soviétique. Ce système de violence gouvernementale, qui a culminé lors de la Grande terreur stalinienne, a posé les bases des stéréotypes de la vie sociale et politique de la Russie actuelle et de la psychologie de l'ensemble de ses habitants. Soixante-dix ans après la Grande terreur, comme le note l'association Mémorial, il est clair que cette catastrophe « a profondément affecté la psychologie des gens. Elle a aggravé les vieilles maladies de notre mentalité, héritées de l'Empire russe, et engendré de nouveaux complexes qui sont dangereux »¹.

L'héritage de la Grande terreur est perceptible dans la Russie actuelle : « sentiment de la vulnérabilité de la vie et de la liberté humaines face à l'idole du Pouvoir », habitude de la « justice dirigée », « imitation de normes démocratiques pendant que les institutions démocratiques sont vidées de leur substance et que l'on dédaigne ouvertement les droits et les libertés de l'homme », « violation de la Constitution accompagnée de serments de fidélité inébranlable à l'ordre constitutionnel », « hostilité mécanique de l'appareil bureaucratique à toute activité

¹ « 1937 god i sovremennost'. Tezisy Memoriala » (L'année 1937 et l'actualité. Les thèses de Mémorial) <http://www.polit.ru/dossie/2007/04/05/1937.html>

sociale indépendante »². La société a hérité du « conformisme intellectuel », « d'un cynisme irrépressible – l'envers de la double-pensée, une morale de horde de loups (« Toi, tu meurs aujourd'hui ; moi, je mourrai demain ») ». Il y a encore « l'isolement catastrophique des gens », « l'instinct grégaire, qui a succédé au collectivisme, le manque de solidarité humaine »³.

Cet état psychologique de la population a permis de faire renaître la peur face à la terreur gouvernementale (comme en Tchétchénie), avec comme slogan la victoire sur le chaos eltsinien et « l'instauration de l'ordre », avec l'appui de collaborateurs du KGB soviétique. Le processus de Restauration a commencé.

Un élément clef avec Poutine est la création d'une société à deux niveaux, caractéristique des époques impériale et soviétique, dont le nouveau système de pouvoir réunit certains traits. Une division s'installe entre ceux qui prennent réellement les décisions et ceux qui se contentent de les approuver de manière formelle ou, de plus en plus souvent, se détournent des élections. La Russie poutinienne ressuscite magiquement les institutions et les rapports de la monarchie parlementaire tempérée de l'Empire des années 1906-1917, faisant ainsi revenir la société au moment historique où le cours de l'évolution naturelle du pays a été interrompu.

Au début du siècle, il n'y avait pas de véritable division des pouvoirs. Le principe de l'autocratie du monarque était cependant combiné à celui de la nécessaire approbation des lois et du budget par le parlement. Mais l'autocratie faisait de la Douma un organe consultatif, et non législatif. Tout comme aujourd'hui, il n'existait pas de gouvernement qui soit réellement responsable devant le parlement. Après 1906, la chambre Haute – le conseil d'Etat – n'était élu que partiellement : ses membres étaient aux deux tiers nommés par le pouvoir exécutif. Aujourd'hui aussi, la désignation se fait, en pratique, par nomination.

Rappelons que le droit d'être élu était encadré de restrictions dans la dernière période des Romanov, tout comme aujourd'hui. Un système d'élections curiales par échelons et la surveillance policière servaient de filtre. Le service fédéral de sécurité (FSB) a remplacé l'Okhrana⁴. L'héritière de l'appareil de la Commission centrale du PCUS, l'administration présidentielle, surveille le fonctionnement du filtrage par les partis et les commissions électorales.

La procédure du vote, qui n'est qu'une imitation de réelles élections, est là pour créer l'adhésion au régime, l'illusion de participer à la prise de décision, mais aussi pour isoler les mécontents. La propagande radio et télévisuelle contribue en effet à créer chez ces derniers le sentiment d'appartenir à une nette minorité. Ce sentiment

² *Ibidem.*

³ *Ibidem.*

⁴ Police politique secrète de la Russie tsariste. Littéralement *okhrana* : « sécurité, protection ». (n.d.t.).

paralyse toute volonté d'aller à l'encontre d'une majorité à qui il serait de toute façon absurde de s'opposer. En réalité, si le parti 100% pro-Kremlin Russie unie ne recueille pas plus de la moitié des suffrages lorsque le taux de participation proclamé atteint 40%, ce sont justement les adeptes endurcis du parti de Poutine qui représentent une minorité.

La préservation de l'institution électorale en façade, avec d'autres attributs extérieurs de la démocratie, dans un système qui est *de facto* celui de la « monarchie populaire », permet au Kremlin de prétendre au rôle de gouvernement européen en dépit du césarisme de Poutine. La cour constitutionnelle et le pseudo-parlement, qui selon les termes de son porte-parole Boris Gryzlov « n'est pas un lieu destiné à la discussion », valident régulièrement la diminution des droits politiques des citoyens.

Dans un premier temps, le gouvernement a justifié les mesures anti-démocratiques par la nécessité de mettre en œuvre des réformes économiques urgentes qui ne pouvaient être adoptées dans des conditions de dialogue avec un parlement qui, en cas d'élections libres, aurait inévitablement été de gauche.

Entré dans sa huitième année, le régime Poutine « resserre les vis ». Cela est officiellement justifié par la nécessité d'éviter tout changement dans le système d'autorité désormais en place : il faut éloigner les perspectives de chaos et résister à la pression de l'étranger, qu'on dit croissante ; s'opposer aux « révolutions colorées », qui seraient inspirées par l'Occident.

Né comme un monarchisme spontané de la grande bourgeoisie réformatrice, le poutinisme de l'époque de la prospérité pétrolière, qui n'impose plus les réformes économiques, s'est transformé en un protectionnisme banal. La « verticale du pouvoir » est conservée mais n'a pas de capacités excessives, notamment parce que le populaire « monarque » aurait de grandes qualités personnelles.

Toute une série de contre-réformes a été mise en œuvre dans la sphère politique pour favoriser la conservation du régime de Poutine et de ses successeurs lors des élections de 2007 et 2008. Comme l'a déclaré Evgueni Iassine, directeur de l'organisation *Liberal'naiä missiya*, « le pouvoir a fondé, en l'espace des deux ou trois dernières années, un système politique fortement rénové, qui met une barrière entre nous et toutes les nations civilisées »⁵.

LA CONTREREFORME DE VECHNIAKOV

La « machine à remonter le temps » de Poutine a fonctionné grâce à l'adoption de dispositions législatives nouvelles et variées de 2003 à 2006, promulguées publiquement au nom du Kremlin par le chef de la Commission électorale centrale,

⁵ <http://www.vibory.ru/ArxSobit/st220307-3.htm#yasin>

Alexandre Vechniakov. Ce fonctionnaire sans passion, ancien secrétaire du comité municipal d'Arkhangelsk, a dessiné au nom du Président le tableau du durcissement du système politique à travers la création de partis politiques forts et concurrents.

L'élément central de la contre-réforme a été le tournant anticonstitutionnel de l'automne 2004, qui a été entériné par la cour constitutionnelle. Suite à la prise d'otages de Beslan, Poutine a réclamé la suppression de l'élection directe des gouverneurs, sous prétexte de lutte contre le terrorisme international. Cette mesure a placé les élites régionales, avec qui le Kremlin était auparavant contraint de dialoguer, dans une situation de forte subordination.

La Douma d'Etat est désormais élue à la proportionnelle avec un seuil minimum de 7% des suffrages pour être représenté. Selon l'Association des organisations à but non lucratif pour la défense des droits des électeurs, *Golos*, « l'introduction contraignante d'un système électoral entièrement proportionnel signifie que les citoyens sans affiliation partisane sont privés du droit d'éligibilité aux élections non seulement fédérales, mais aussi aux régionales »⁶.

En 2007, on a admis pour les élections au niveau régional aussi bien le système proportionnel pur qu'un système mixte : au moins 50% des députés élus doivent figurer sur des listes de partis. Plusieurs sujets de la Fédération – Saint-Pétersbourg, Daghestan, région de Moscou – ont cependant choisi d'élire la totalité des députés au scrutin de liste lors des élections de mars dernier.

Le 1^{er} février 2005, la cour constitutionnelle a confirmé l'interdiction de la création de partis régionaux et interrégionaux, introduite par la loi « Sur les partis politiques » de juillet 2001. L'obligation pour les partis d'avoir des sections dans au moins la moitié des sujets de la Fédération est reconnue comme constitutionnelle. La loi du 21 juin 2005 interdit en outre les coalitions de partis lors des élections. Cette décision du Kremlin est liée au recul électoral de Russie unie en 2003-2005. Plusieurs coalitions de partis à l'idéologie fantaisiste, mélange de fédéralisme et de slogans à la fois démocratiques et populistes, ont alors réalisé de bons scores aux élections, arrivant en deuxième, troisième, voire première place devant Russie unie. Les leaders de ces coalitions avaient construit leur campagne sur la critique du centre fédéral, accusé de piller les régions. La victoire remportée dans la région de l'Amour par le bloc « Pour le développement de la région Amour » formé par *Jizn'* (« la vie ») et *Iabloko*, tacitement soutenu par le gouverneur Alexandre Korotkov, a fait scandale, tout comme le bon score réalisé à Irkoutsk par la coalition du parti populaire avec l'Union des forces de droite (SPS, *Soyouz pravyykh sil*), sous le slogan du régionalisme sibérien.

⁶ Première déclaration de l'association *Golos* sur les résultats de son observation de la campagne pour les élections régionales le 11 mars 2007. <http://www.golos.org/zayavl-11.pdf>

La loi du 20 décembre 2004 a compliqué les procédures pour l'enregistrement de nouveaux partis politiques. Ceux-ci sont désormais tenus de compter au minimum 50 000 membres (contre 10 000 auparavant), et d'avoir des sections dans au moins la moitié des sujets de la Fédération. Les partis politiques avaient jusqu'au 1^{er} janvier 2006 pour se mettre en conformité avec ces nouvelles dispositions. Le service d'enregistrement fédéral a entamé en 2006 la vérification du nombre d'adhérents de chaque parti, aidé sur le terrain par des collaborateurs de la milice. L'incapacité à remplir les conditions posées par la loi en termes d'effectifs conduit à la liquidation judiciaire des partis à compter du 1^{er} janvier 2007. L'éradication des petits partis est en cours. Ceux-ci sont transformés en organisations sociales privées de droits ou fusionnés de force avec des partis plus importants. Début 2007, le nombre de partis en Russie est ainsi passé de 46 à 17 ou 18. Les représentants de 28 partis avaient participé en 2006 aux élections tenues dans 18 sujets de la Fédération. Les représentants de 14 partis ont obtenu au moins un mandat⁷.

En mars et avril 2007, en vertu de ces dispositions, la cour suprême a décidé de liquider le parti social-démocratique et le parti républicain, dirigé par le populaire opposant Vladimir Ryjkov. Le parti communiste des travailleurs (*Rossiiskaïa kommunisticheskaïa rabotchaïa partiia*) est le prochain sur une liste de huit partis que le Service fédéral d'enregistrement a prévu de faire liquider par la cour suprême. De cette manière, le nombre de partis autorisés à participer aux élections pour la Douma devrait descendre à dix à l'automne 2007, au début de la campagne.

Les partis non représentés à la Douma qui souhaitent se présenter aux élections législatives doivent, comme auparavant, recueillir des signatures ou fournir une caution monétaire. Les exigences bureaucratiques pour la mise en forme de signatures valides sont devenues plus restrictives, et le quota toléré de signatures considérées comme invalides a été plus que divisé par deux. L'enregistrement par recueil de signatures n'est possible que lorsque « telle ou telle commission se montre bien disposée envers le parti qui dépose une demande d'enregistrement »⁸.

Parallèlement, dans les régions, les sommes exigées en caution ont augmenté, si bien qu'au printemps 2007, le droit à l'éligibilité est devenu quasiment censitaire, aussi bien pour les candidats dans les districts que pour les partis. Si au Daghestan et dans la région d'Orel, la caution reste modique (1,5 à 2 millions de roubles), dans l'ensemble les sommes exigées ont augmenté, atteignant par exemple 7,5 à 9 millions de roubles (300 000 dollars) dans les régions de Tioumen' et Tomsk. La caution demandée dans la région de Moscou est assez élevée, 15 millions de roubles

⁷ *Biulleten' natsional'nogo tsentra monitoringa demokraticheskikh protsedour* (Bulletin du centre national de monitoring des procédures démocratiques), №2, février 2007, p. 25.

⁸ Première déclaration de l'association Golos sur les résultats de son observation de la campagne pour les élections régionales le 11 mars 2007. <http://www.golos.org/zayavl-11.pdf>

(580 000 dollars). Saint-Pétersbourg détient le record, avec une caution de 90 millions de roubles (3 500 000 dollars).

Cinq lois fédérales adoptées en décembre 2006 ont encore profondément modifié la législation électorale. La loi interdit désormais de faire figurer sur la liste d'un parti donné des membres appartenant à un autre parti. C'est la réaction du Kremlin au succès, relatif, du parti Iabloko aux élections locales de Moscou, lorsque le parti a dépassé la barre des 10%. Des membres de l'Union des forces de droite (SPS) figuraient sur cette liste de coalition menée par Iabloko. La limitation introduite rend plus difficile la constitution de coalitions occultes. Le mandat impératif a été généralisé : si un député passe d'une fraction de parti (au sein de laquelle il a été élu) à une autre, il est automatiquement démis de ses fonctions.

La loi fédérale du 5 décembre 2006 a supprimé le seuil de participation minimale. Auparavant, il fallait toujours qu'un minimum de 20% des électeurs s'exprime pour qu'une élection soit reconnue valide. Les élections présidentielles sont les seules qui imposent encore un seuil de participation obligatoire : pour que le résultat de l'élection soit reconnu, la participation doit dépasser 50%. Ces dispositions rendent impossible le boycott des élections fédérales et régionales. Les électeurs ne peuvent, par l'abstention, faire échouer des élections pour protester, par exemple, contre la suppression d'un candidat ou d'un parti.

Cette innovation permet aux partis autorisés de travailler uniquement avec les électeurs qui se déplacent encore pour voter. La propagande prend pour cible les électeurs dont la participation peut facilement être stimulée : les personnes âgées et les retraités (60 à 80% des votants), ainsi que les travailleurs des organisations budgétaires.

Au même moment, les citoyens ont été privés du droit de voter « contre tous » les candidats. La suppression de cette ligne sur les bulletins de vote devait, d'une part, faire baisser la participation et, de l'autre, faire augmenter quelque peu le vote pour les partis « d'opposition » autorisés.

En décembre 2006, la loi interdit la propagande contre les adversaires politiques sur le temps d'antenne imparti aux partis et aux candidats, qu'il soit payant ou gratuit. La violation de cette disposition entraîne l'invalidation de l'enregistrement de la liste ou du candidat. Les commissions électorales locales interprètent cette disposition, conformément à la lettre de la loi, comme l'interdiction de formuler toute critique publique entre adversaires politiques. Toute discussion est donc absente de la campagne et il est par conséquent difficile pour les électeurs de choisir en connaissance de cause.

En pratique, comme le note Alexandre Kynev, expert à l'Institut indépendant pour les élections, ces dispositions ont provoqué en mars 2007 une explosion des PR (relations publiques) « noires » et de la diffusion de tracts et journaux sur lesquels les données concernant le lieu, la date et l'éditeur de la publication sont absentes ou

erronées. C'est « la conséquence directe de l'interdiction de mener à la télévision une contre-campagne légale ».⁹

A partir de décembre 2006 est également introduite la répression d'un « extrémisme » dont la définition demeure vague. Elle inclut par exemple l'utilisation publique d'attributs nazis, mais aussi les « accusations diffamatoires » à l'adresse des fonctionnaires gouvernementaux. Les campagnes électorales doivent donc également être exemptes de telles marques d'« extrémisme ».

La loi fédérale du 5 décembre 2006 prive en outre un groupe de personnes de leur droit d'éligibilité. Une telle catégorie existait dans l'URSS des années 1920-1930. La nouvelle loi limite le droit d'éligibilité des personnes encourant ou ayant subi une condamnation, ainsi que de celles qui se trouvent visées par une sanction administrative pour « extrémisme ». Selon les experts, cette mesure vise avant tout Mikhaïl Khodorkovski, condamné officiellement pour fraude fiscale, mais en réalité pour avoir essayé de fonder une opposition active à la politique de Poutine. Sont aussi privés de leur droit à être élus les citoyens russes qui ont une double nationalité ou qui projettent de partir vivre à l'étranger. Le Centre de monitoring des procédures démocratiques relève que ces mesures « peuvent être vues comme une discrimination en fonction du lieu d'habitation et constituent en cela une violation de l'article 19 de la Constitution de la Fédération de Russie »¹⁰. Cette interdiction d'être élu semble viser les émigrants politiques.

Les organisations à but non lucratif ayant reçu des soutiens – en nature ou en argent – de la part de gouvernements et d'organisations étrangers ou d'organes municipaux et gouvernementaux ne peuvent plus contribuer aux fonds électoraux dans l'année qui suit la réception des dits dons. Les experts estiment que cette innovation, introduite à la suite des « révolutions oranges », est liée à la crainte, croissante chez les patrons de la « démocratie souveraine », de « l'ingérence de l'Occident ».

Le président de la Commission électorale centrale lui-même, Alexandre Vechniakov, s'est timidement prononcé contre la série d'initiatives prises par le Kremlin (suppression du seuil de participation minimal, de la possibilité de voter « contre tous », etc.). Il a obtenu certains amendements des propositions les plus iniques : les commissions électorales n'ont ainsi pas obtenu le droit de directement disqualifier un candidat pour « manquements aux formalités administratives » ; on n'a pas rétabli non plus le vote par anticipation.

Les critiques publiques ont suscité le déplaisir de Russie unie, et possiblement l'insatisfaction personnelle de Vladimir Poutine. En mars 2007, Alexandre Vechniakov n'a pas été choisi par le Président pour faire partie de la Commission

⁹ Déclaration de l'association Golos le 13.03.2007 <http://www.golos.org/zayavl-13-0-2007.pdf>, p.3.

¹⁰ *Biulleten' natsional'nogo tsentra monitoringa demokraticheskikh protsedour* (Bulletin du centre national de monitoring des procédures démocratiques), №2, février 2007, p.52.

électorale centrale. Le Kremlin l'a remplacé par le député de la fraction de Jirinovski Vladimir Tchourov, qui a travaillé avec Vladimir Poutine à la mairie de Saint-Pétersbourg dans les années 1990. Le nouveau chef de la commission proclamait en 2003 : « Règle n°1 de Tchourov : Poutine a toujours raison »¹¹. Position qu'il confirme en avril 2007, lorsqu'il déclare : « Poutine n'a jamais tort ! »¹².

L'ensemble des nouvelles dispositions introduites par les réformes de décembre 2006 a très vite été transposé dans les lois régionales. Quatre régions seulement – républiques du Daghestan et des Komis, régions de Volgograd et de Moscou – ne les ont pas mises en œuvre lors des élections de mars 2007. Une participation de 20-25% y a ainsi été exigée, car la date des élections avait été fixée avant celle de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale.

LES MEDIAS AUX ORDRES

Le Kremlin tient les rênes de toutes les ressources médiatiques qui comptent. Les chaînes de télévision fédérales « *La première* », *RTR* et *RTR-24* sont directement dirigées par lui. Le chef adjoint de l'administration présidentielle Vladislav Sourkov rencontre les directeurs de ces chaînes une fois par semaine, lors de réunions hebdomadaires où sont fixées les lignes directrices à suivre.

L'unique chaîne qui se permette de temps à autre de s'éloigner de la ligne générale fixée par le Kremlin est *REN-TV*, dont tous les libres-penseurs n'ont pas encore été renvoyés, mais qui jouit d'une diffusion insuffisante. La banque « Russie » vient d'acquérir une part d'actions qui lui assure le contrôle de la chaîne. Le propriétaire de la banque est Iouri Koval'tchouk, un ami personnel du Président Poutine, qui possède également *la Cinquième*, chaîne de télévision de diffusion nationale émettant depuis Saint-Pétersbourg. Ces deux chaînes – *REN-TV* et *la Cinquième* – pourraient fusionner, d'ici les prochaines élections (décembre 2007), en une chaîne nationale unique.

La dernière émission réellement « en direct » de *NTV*, « La liberté de parole » de Savik Chouster a été fermée à l'été 2004. Les thèmes des émissions de discussion « Vers la barrière » et « Dimanche soir avec Soloviev » de *NTV* ou du talk-show de Vladimir Pozner sur *la Cinquième* sont confirmées par la direction. Il existe des « listes noires » d'invités indésirables. Les programmes en direct sont diffusés dans les régions extrême-orientales peu peuplées, après quoi les émissions sont censurées. Les présentateurs sont de plus en plus contraints à l'autocensure.

¹¹ *Kommersant*, N° 50 (N° 3626), 28.03.2007.

¹² *Kommersant*, N° 58 (N°3634), 09.04.2007.

Dans certaines régions, comme à Omsk ou au Daghestan, toutes les émissions de société ou de politique se révèlent être de la propagande du gouverneur et du parti Russie unie.

Le 12 mars est entré en vigueur l'*oukaz* présidentiel qui est à l'origine de la fusion des deux services qui délivraient jusqu'à présent les licences télévisuelles, la Protection de la culture (*Rosokhrankoul'toura*) et le service de Surveillance de la communication (*Rossviaz'nadzor*). La nouvelle agence, avec à sa tête le général de la Sécurité d'Etat, Vladimir Boyarskov, est subordonnée au gouvernement.

Le nettoyage a atteint ces derniers temps la presse écrite. La *Komsomol'skaya pravda* constitue un étalon pour le Kremlin. Le tabloïd publie régulièrement des listes d'« ennemis du peuple » et des articles dénonçant le mythique « interventionnisme de l'étranger » dans les affaires nationales. Après la publication de reportages véridiques sur les événements de Beslan, le rédacteur en chef du journal *Izvestia*, Raf Charikov, a été remercié. Sous la direction de Vladimir Mamontov, venu de la *Komsomol'skaya pravda*, cette publication respectable a viré et perdu en objectivité, ne publiant plus que les apologistes du régime. *Moskovskie novosti*, journal autrefois libéral, est passé dans les mains d'un analyste favorable au Kremlin, Vitali Tretiakov. La vente de *Kommersant* par Boris Berezovski au profit de l'oligarque Alicher Ousmanov a mené à la suppression, à partir de janvier 2007, de la rubrique « Commentaires », où paraissaient régulièrement des papiers de critiques du régime tels que Andreï Illarionov.

Des dizaines de régions en Russie ne possèdent pas de journal qui soit même partiellement indépendant du pouvoir régional. Parmi celles-ci, la république des Komis et le Daghestan ont tenu des élections en mars 2007.

Comme le note l'association Golos, lors des élections de mars 2007 on peut déplorer l'absence d'« un accès égal des partis aux médias et d'une attitude constante et égale des partis exerçant le contrôle à propos de ce qu'il convient de reconnaître comme relevant de la campagne électorale »¹³.

L'impossibilité pour l'opposition d'accéder aux médias a suscité des tentatives d'attirer l'attention au moyen d'actions publiques, meetings et marches. Mais au cours des deux dernières années les normes qui régissent la tenue d'événements publics sont devenues plus strictes. Bien que, d'après la Constitution, la réalisation du droit à manifester ne soit soumise qu'à notification, en pratique elle est régie par un principe d'autorisation. Les meetings sont déplacés dans des endroits peu fréquentés. Des marches politiques sont interdites partout. Les interventions de la milice pour disperser les manifestations, piquets et meetings non autorisés revêtent un caractère délibérément « musclé ».

Les « Marches du désaccord » du printemps 2007 à Saint-Pétersbourg et Novgorod ont été réprimées par l'arrestation préventive de leurs initiateurs et

¹³ Déclaration de l'association Golos, <http://www.golos.org/zayavl-11-03-2007.pdf>

accompagnées de passages à tabac de citoyens par la milice. Pour la dispersion des actions de l'Autre Russie, on a mobilisé simultanément jusqu'à dix mille auxiliaires de la milice face à des rassemblements de deux à trois mille personnes.

Le 14 avril, la tentative de l'Autre Russie de mener une Marche des insoumis à Moscou a été fortement réprimée. Près de 9 000 collaborateurs du ministère de l'Intérieur ont été mobilisés pour contrecarrer les manifestants. Le chef du Front uni des citoyens, Garry Kasparov, a été arrêté sur la place Pouchkine ; la milice a tenté d'arrêter l'ex-premier ministre Mikhaïl Kassianov, brutalisé et retenu des journalistes. Près de 200 personnes ont été arrêtées sur le trajet vers le lieu de rassemblement, le boulevard Tchistoprudnyi à Moscou, certains d'entre eux ont été frappés par les OMON¹⁴. Environ 2 000 personnes ont participé à ce meeting. Après le rassemblement de 2 000 insoumis à Saint-Pétersbourg le 15 avril, 200 personnes – qui étaient en train de rentrer chez elles après la manifestation – ont été arrêtées et frappées par les OMON qui se sont littéralement jetés sur ces citoyens pacifiques aux abords du métro Pouchkinskaïa. Les autorités font savoir qu'elles agissent dans le cadre de la loi.

Les partis qui se sont présentés aux élections de 2007 avec des slogans d'opposition ont dû pactiser avec le régime. En effet ceux qui avaient à cet égard fait preuve d'une sagacité insuffisante ont tous reçu des leçons de choses au cours des quatre dernières années.

Plusieurs opposants charismatiques ont été tués dans des circonstances étranges. Par exemple, au printemps 2003 les deux députés chefs de file de l'organisation *Liberal'naïa Rossiia* (Russie libérale), Sergueï Iouchenkov et Vladimir Golovlev, qui coopéraient avec l'émigrant politique et oligarque en disgrâce Boris Berezovski, ont été abattus l'un après l'autre. En conséquence, le parti *Liberal'naïa Rossiia* s'est désintégré avant les élections de la même année.

L'arrestation et le procès de Mikhaïl Khodorkovski représentent la principale leçon donnée à tous les insoumis. Cet oligarque cherchait, en contournant les fonctionnaires du Kremlin, à influencer le parti communiste, le parti Iabloko, l'Union des forces de droite et un groupe de députés indépendants de la Douma de l'époque. Le démantèlement de Ioukos et l'émigration de ses dirigeants Leonid Nevzline et Vladimir Doubov a privé l'opposition d'un soutien important sous forme de donations.

Une série d'hommes d'affaires qui finançaient l'opposition ont été contraints à l'exil à l'aide d'accusations pénales. C'est notamment le cas du businessman lié au parti communiste Mikhaïl Zhivilo, qui réside actuellement en France, et du sympathisant SPS et PDG du consortium *Neftenaïa* (« la Pétrolière »), Igor Linchits, contraint à émigrer début 2006.

¹⁴ OMON : détachements spéciaux de la milice (n.d.t.)

A l'automne 2006 deux assassinats de critiques acérés du régime de Vladimir Poutine ont eu un grand retentissement : celui de la journaliste Anna Politkovskaïa à Moscou et celui de l'émigrant Alexandre Litvinenko, ancien collaborateur des services spéciaux russes, à Londres.

Que trouve-t-on dans le domaine du politiquement correct ? Le chef de file du LDPR (Parti Libéral Démocratique de Russie) Vladimir Jirinovski amuse le public avec des shows politiques, se montrant toujours disposé à expliquer le caractère indispensable de la confiscation des droits démocratiques et des libertés du peuple russe.

Le parti Russie juste (*Spravedlivoïa Rossia*), créé par le Kremlin, ne critique pas Vladimir Poutine, ni même le gouvernement dans son ensemble, se contentant de s'en prendre individuellement à certains ministres, comme Mikhaïl Zourabov. Le PCRf (Parti communiste de la Fédération de Russie) observe le même principe. Guennadi Ziouganov n'est capable de critiquer Poutine que lorsque le PCRf est substantiellement menacé de perdre ses électeurs. Son parti est ainsi intervenu au moment de la crise du pétrole et du gaz entre Moscou et Minsk, en prenant position en faveur du régime Loukachenko. Du côté démocratique, le SPS critique le pouvoir pour son autoritarisme en général, laissant de côté la question de la responsabilité propre du Président Poutine dans la violation des libertés démocratiques. Le parti Iabloko évite lui aussi la personne du Président dans ses critiques, et a quasiment cessé de se prononcer en défense de Mikhaïl Khodorkovski.

A LA RECHERCHE D'UN DEUXIEME « PARTI DU POUVOIR »

L'événement marquant des élections régionales du printemps et de l'automne 2006 a été la mise au pas du parti Rodina (Patrie), présidé par Dmitri Rogozine. Le bloc Rodina avait été formé pour les élections de 2003, selon les souhaits du Kremlin, comme un concurrent social-patriotique au parti communiste. Mais le parti, ainsi créé sur la base d'une coalition qui se proclamait loyale au Président, a cherché à se soustraire au contrôle de l'administration présidentielle, en profitant du mécontentement suscité parmi la population âgée par des réformes sociales mal pensées début 2006. Le parti a rapidement dévié vers le chauvinisme et le patriotisme orthodoxe, rappelant le Front national de Jean-Marie Le Pen.

Le pouvoir s'est approprié la rhétorique anti-occidentale et anti-migratoire de Rodina, comme lors de la campagne de lutte contre la Géorgie et les Géorgiens au cours de l'année 2006, suivie par l'interdiction légale faite aux ressortissants étrangers de faire commerce sur les marchés, en avril 2007. Quant à l'initiateur de l'ordre du jour politique de la xénophobie, c'est-à-dire le parti Rodina, il a été supprimé publiquement. En mars 2006, l'enregistrement du parti de Dmitri

Rogozine pour les élections régionales a été interdit dans huit régions sur neuf, tandis que son dirigeant était privé d'accès à l'écran. Cette crise a mené à un retournement au sein du parti et à la démission, volontaire, de Dmitri Rogozine.

Sous la direction du grand homme d'affaires Alexandre Babakov, Rodina a suivi le chemin indiqué par le Kremlin, c'est-à-dire celui de l'union avec des structures pro-Kremlin : le populiste parti des Retraités et le parti *Jizn'* (« la vie »), à l'idéologie d'orientation socialiste, dirigé par le porte-parole du Conseil de la Fédération Sergueï Mironov. A l'automne 2006, un parti unifié baptisé « Russie juste : Patrie, retraités et vie » (*Spravedlivoïa Rossia : Rodina, Pensionery, Jizn'*) était fondé et recevait le soutien personnel du Président Poutine. En septembre 2006, le secrétaire général du parti me confiait que le chef adjoint de l'administration présidentielle, Vladislav Sourkov, avait reçu du Président la consigne de redonner du temps d'antenne à Russie juste.

Sergueï Mironov, un ami personnel du Président, a présenté Russie juste comme un concurrent de Russie unie davantage préoccupé par les questions sociales et, en même temps, comme un parti qui restera celui de l'« orientation du Président », même lorsque ce dernier aura quitté ses fonctions.

L'apparition d'une nouvelle étiquette et la coordination des campagnes électorales des trois partis a permis aux composantes de la future Russie juste d'obtenir jusqu'à 10-15% des suffrages aux élections d'octobre 2006. Sergueï Mironov - qui a obtenu le droit d'utiliser dans sa campagne une photo de lui avec le Président - était lui-même tête de liste dans la région de Lipetsk, où *Jizn'* a obtenu 12,5% des voix, tandis que le parti des Retraités en obtenait 10,5%. Il est intéressant de noter que le gouverneur de la région, Oleg Korolev a choisi, de façon prévoyante, de mener campagne à la fois pour Russie unie, dont il était tête de liste (52%), et pour le parti *Jizn'*.

La première rupture sérieuse des élites dirigeantes a eu lieu au cours de cette campagne. Dans la république de Touva, la liste de Russie unie, favorable au chef de la région, a obtenu 48% des suffrages, suivie par le parti *Jizn'* de Mironov, dont la tête de liste était ici le porte-parole de la chambre législative du grand *khoural*, Vassili Oïoune (32%). Mais dans les districts qui votent au scrutin uninominal, *Jizn'* est arrivé en tête. Les partisans de Mironov devaient par conséquent remporter 17 mandats, 15 mandats revenant à Russie unie. La commission électorale de Kryzyl a alors annulé les résultats des élections dans quatre districts. Les députés de *Jizn'* ont rétorqué en boycottant la session parlementaire, empêchant ainsi le *khoural* de tenir sa session puisque le quorum n'était pas atteint.

Aux élections complémentaires de mars 2007, l'opposition a de nouveau gagné dans trois districts sur quatre, cette fois sous la bannière de Russie juste. Mais cette victoire a été annulée sur décision de la commission électorale. Les candidats et leurs partisans ont menacé de faire sortir la population dans la rue et annoncé le

début d'une grève de la faim. Celle-ci n'a cessé qu'après la promesse faite par le Kremlin de réexaminer les décisions injustes et de ne pas reconduire à son poste Cherik-Ool Oorzhak, dirigeant de Touva depuis 15 ans.

Lors de la session du parlement de Touva le 6 avril 2007, Cholban Kara-Ool, nouveau dirigeant local de Russie unie nommé par Poutine (et protégé du ministre pour les situations exceptionnelles, Sergueï Choïgou), a été confirmé au poste de chef de la république de Touva. En échange, c'est le chef de Russie unie, Vassili Oïoune, qui a été nommé à la tête de la chambre législative du *khoural*. Le siège de la république de Touva au Conseil de la Fédération a été conservé par le « banquier orthodoxe » Sergueï Pougatchev.

Lors des élections à Samara (automne 2006), le maire a été battu par le leader régional de Russie juste, Victor Tarkhov, qui était soutenu par le groupe d'entreprises SOK. Le candidat de Russie unie, le maire Gueorgui Limanski, a subi une sévère défaite. On peut relever que Russie unie avait fait une évaluation totalement erronée de la popularité du maire. Limanski, menacé de poursuites judiciaires pour avoir réalisé des transactions foncières illégales, et dont les habitants étaient déjà las, a été obligé de se présenter aux élections comme le représentant du « parti du pouvoir ». Il a ainsi perdu les chances d'être réélu que lui conférait son ancien statut de candidat indépendant mais soutenu par le PCRf et d'autres groupes de gauche. Dans les autres régions, Russie unie est arrivée en tête avec 35 à 45% des voix avec, en général, les gouverneurs de région placés en tête de liste.

Ces résultats montraient cependant que, même en exerçant une pression administrative maximale, dans des circonstances peu propices, Russie unie seule pouvait ne pas obtenir la majorité simple à la Douma. Le moindre score réalisé en 2006 par le LDPR de Jirinovski, qui soutenait toujours le « parti du pouvoir » - de façon, certes, non désintéressée - a constitué un signe inquiétant pour le Kremlin.

Les communistes ont obtenu des scores habituels de 10-15%. Le PCRf a réalisé de meilleurs scores qu'à l'accoutumée justement là où Rodina n'avait pas été admise à participer aux élections.

Les partis démocratiques ont remporté un succès relatif aux élections du printemps 2006 à Moscou. La liste de Iabloko, qui comprenait des membres du SPS, a dépassé, à grand-peine, la barre des 10% (10,5%). A l'automne, Iabloko a échoué à toutes les élections auxquelles le parti s'est présenté. Son score a été de 3% dans la région de Sverdlovsk et n'a même pas atteint 2% dans la région de Kirov.

Iabloko avait des chances réelles de remporter 15 à 20% des voix en Carélie en 2006 et à Saint-Petersbourg en 2007. Mais le renforcement de la position du dirigeant du parti Grigori Iavlinski n'entraîne pas dans les plans du Kremlin.

En Carélie, la liste du parti, dirigée par le député Vassili Popov, a été retirée des élections de l'Assemblée législative. La cour suprême de Carélie a déclaré que les

droits des membres du parti auraient été violés lors de la sélection des candidats. La section régionale a en effet respecté les statuts du parti, approuvés par le ministère de la Justice, en admettant à sa conférence uniquement les membres du parti dûment enregistrés. Pour la « protection des droits » des membres du parti qui n'avaient pas pris part à la conférence, la liste a ensuite été retirée des élections. La constitutionnalité de cette décision a été confirmée par la cour suprême. Une procédure d'éviction en tous points similaires n'a cependant pas empêché Iabloko de concourir aux élections parlementaires de la région de Sverdlovsk, et six mois plus tard, dans la république des Komis et dans la région de Mourmansk. Là où le parti de Grigori Iavlinski avait depuis longtemps perdu ses positions (aucun député élu en 2006), personne ne l'a empêché de récolter ses habituels 2-3%. En revanche, sous prétexte de présentation de signatures fallacieuses, la liste de Iabloko n'a pas été acceptée pour les élections régionales à Saint-Pétersbourg en mars 2007, question qui sera détaillée plus loin.

L'Union des forces de droite a pris la revanche de ses défaites précédentes en décembre 2006. La liste est arrivée en deuxième place, avec 16% des voix, dans le territoire (*krai*) nouvellement mis en place de Perm, dont est originaire la tête de liste SPS Nikita Belykh. Russie unie a obtenu à Perm 34,5% des voix.

Le « techno-politique » Anton Bakov a réussi à mettre en place d'efficaces réseaux pyramidaux de militants rémunérés qui concentrent leur propagande sur les retraités - à qui ils ont promis le triplement de leur retraite, en vertu de « l'achèvement de la construction du capitalisme » d'après les modèles occidentaux. Certains experts estiment que le système de Bakov cache en réalité la corruption des chefs administratifs villageois, avec la rémunération des votes nécessaires en fonction des résultats des élections.

Lors de son congrès de décembre 2006, le SPS a décidé de placer Nikita Belykh à la tête de ses listes dans toutes les régions pour le scrutin de mars 2007. Le parti a opté pour la tactique de la lutte pour l'électorat qui vote réellement, selon le modèle d'Anton Bakov, nommé à la tête du QG électoral du parti.

Comme en décembre 2006 à Perm, le SPS a utilisé le programme de « l'achèvement de la construction du capitalisme », promettant d'augmenter les retraites et les salaires des employés du service public. Mais après le succès du parti à Perm, des mesures administratives ont été prises pour contrer le SPS. Les listes du SPS ont été éliminées des élections au Daghestan et dans les régions de Pskov et Vologda, par référence à une norme existant dans la loi locale : toute liste doit être divisée en groupes régionaux ; si l'un de ces groupes, dans son ensemble, renonce à participer aux élections, la liste du parti perd le bénéfice de son enregistrement. Au Daghestan comme à Pskov et à Vologda, les candidats ont été soumis à de fortes pressions du pouvoir local - menaces de perdre leur travail, de voir leur entreprise fermée ou soumise à des contrôles de la milice - après quoi les citoyens ont

« spontanément » rédigé des déclarations expliquant qu'ils ne souhaitaient pas prendre part aux élections. La légitimité de telles lois régionales a invariablement été confirmée par la cour suprême.

La décision de la commission électorale régionale de Samara d'enlever la liste du SPS de la course électorale souffrait de graves vices de forme, ce qui a permis de porter l'affaire devant la Commission électorale centrale et de la défendre avec succès. C'est la seule fois, au printemps 2007, où le « ministère de élections » a rétabli les droits d'un parti politique.

De l'avis des spécialistes de l'Institut indépendant des élections et de l'association Golos, presque tous les grands partis ont mené en mars 2007 des campagnes centralisées, sous le contrôle de leurs QG moscovites, testant en pratique l'utilité de leurs modèles pour la campagne fédérale.

Lors des élections de l'automne 2005, les gouverneurs étaient à la tête de 5 des 12 listes présentées par Russie unie ; au printemps 2006, ce chiffre était de 5 sur 8 ; à l'automne 2006, de 8 sur 9. On est ainsi passé d'une proportion de 41,7% à 62,5% puis 89% listes de Russie unie dirigées par des gouverneurs¹⁵. En mars 2007, Russie unie a placé des gouverneurs à la tête de 12 de ses listes. Seuls Saint-Petersbourg et la région de Pskov ont fait exception. Les listes étaient truffées de maires et de chefs de districts, de vedettes du sport. Russie unie a utilisé les mêmes slogans partout : « Russie unie : le parti de l'action réelle » (*Edinaïa Rossiia – partiia real'nykh del*) et « Il n'y a que nous pour faire ça ! » (*Nikto, krome nas, ne delaet eto !*).

Le nouveau parti « Russie juste » – celui de Sergueï Mironov revêtu d'une nouvelle étiquette – a pour la première fois participé aux élections, avec le mot d'ordre universaliste de la justice sociale et la promesse de multiplier le montant des retraites.

Le LDPR a comme d'habitude misé sur l'image de Vladimir Jirinovski, placé à la tête des listes dans la plupart des régions. Mais le slogan du parti – « Nous sommes pour les pauvres, nous sommes pour les Russes ! » (*My za bednykh, my za rousskikh !*) – a cette fois-ci été utilisé avec une grande prudence.

Le PCRF a placé à la tête de ses listes des députés connus, membres de la Douma d'Etat. Leur thème de campagne principal a été la critique des programmes sociaux du gouvernement. La cible principale des critiques a été le ministre de la santé et du développement social Mikhaïl Zoubarov, sous la direction duquel le financement de la gratuité des médicaments a été divisé par deux – ce qui a provoqué un déficit de médicaments pour les bénéficiaires du programme fédéral de sécurité sociale complémentaire.

¹⁵ Données tirées de : <http://www.golos.org/zavavl-11.pdf>

La participation aux élections du 11 mars 2007 a oscillé entre 80,78% au Daghestan et 29,84% dans la région de Moscou, la participation moyenne étant de 42%.

Les représentants de l'association Golos ont relevé de multiples irrégularités le jour des élections. La campagne a continué le jour des élections à Saint-Pétersbourg, dans les régions de Samara, Moscou, Pskov et à Orel. Les observateurs ont noté des faits de corruption des électeurs le jour des élections à Saint-Pétersbourg et dans les régions de Samara (surtout dans la ville de Togliatti), Moscou et Pskov. Des violations du secret du vote ont eu lieu dans toutes les régions : « les électeurs ont voté à plusieurs dans un seul isolement, ou autour d'une table non isolée ; plusieurs isolations restaient tout simplement ouverts ».¹⁶

LES ELECTIONS DE MARS 2007 : ANALYSE PAR REGION

La République du Daghestan

La République dépend à 95-96% du budget fédéral. Le niveau de chômage atteint 40%. Le système du pouvoir est complètement corrompu, les principaux clans se partagent l'appropriation du budget.

Les élections ont eu lieu selon un système entièrement proportionnel. Les listes des partis se déclinent en 53 groupes territoriaux, calqués sur les districts.

Le vote qui a eu lieu dans la république le 11 mars 2007 ne peut même pas être qualifié d'une imitation d'élections. Il s'agit plutôt du résultat d'un arrangement entre les clans. La liste de Russie unie a été formée par la coalition de l'ancien chef de région Magamedali Magomedov avec l'actuel président Moukhou Aliev. En fonction de l'influence de chaque clan, chaque groupe de bureaucrates a reçu un quota donné dans les listes de Russie unie et de Russie juste. Le maire de Makhatchkala, Saïd Amirov (qui a survécu à dix attentats), a encore complété les listes du SPS et du parti Patriotes de Russie en y plaçant ses proches. La liste de Patriotes de Russie était composée principalement de membres de nationalité lesghienne.

La liste du SPS a été retirée de la compétition en raison du désistement de trois candidats, qui avaient tous trois été menacés de mort. Il ne s'agissait visiblement pas de paroles en l'air : un des leaders du SPS, Magomed Omarmagomedov, a été enlevé dans le district de Khassaviourt et probablement tué. La tête de liste de Patriotes de Russie, Edouard Khidirov, a été gravement blessé dans un attentat. Le 2 mars 2007, une fusillade a eu lieu entre des partisans de Russie unie et des partisans

¹⁶ Déclaration de l'association Golos, <http://www.golos.org/zayavl-12-03-2007.pdf>, p.1-2.

du SPS, dans le district de Dakhadaïevsk : deux personnes sont mortes et quatre ont été blessées.

La liste du parti communiste menée par le député fédéral Sergueï Rechoul'sk n'a d'abord pas été admise en raison du désistement (sous pression) des trois candidats du groupe régional de Routoul'sk. Ces candidats, ayant ensuite changé d'avis, se sont adressés au tribunal mais la cour suprême du Daghestan a refusé leur requête. La liste a finalement été rétablie par une décision du Présidium de la cour suprême du Daghestan, intervenue à la suite d'une action de protestation massive menée par les partisans du PCRf à Makhatchkala. Il s'agit d'un des deux seuls cas (avec le rétablissement de la liste du SPS à Samara) d'annulation des refus d'enregistrement de listes par les commissions électorales ! Au Daghestan, seules six des treize listes soumises à la commission ont été enregistrées.

Le taux de participation officiel atteint 80%. Un observateur du parti Agraire, Gadjimourad Saïgitov a déclaré à *Radio Svoboda* : « Tout le monde devait choisir Russie unie, c'est tout. Russie unie devait passer – et elle est passée... Tout le monde sait quels résultats il y a eu dans les districts de Khounzakh et de Koulinsk... Il n'y a jamais eu de résultats pareils, au Daghestan ! Que sept personnes, dans un district entier, seulement sept, n'aillent pas voter – c'est tout simplement ridicule, cela n'existe pas. On confisque le droit de vote aux gens. Je ne vais pas citer de noms, mais une personne de ma connaissance m'a dit qu'elle avait voté cinquante fois. En une journée, cinquante fois ! Il n'y en a eu qu'au Daghestan, probablement, des élections si 'démocratiques' »¹⁷.

Les dispositifs pour le comptage automatique des voix, installés à grand renfort de publicité pour leur première utilisation au Daghestan, se sont révélés être un instrument de falsification efficace. Des observateurs attestent que ces machines perdaient brusquement le compte, sans que l'on puisse comprendre la raison de ce dysfonctionnement, puis se mettaient à indiquer des nombres visiblement trop élevés par rapport au nombre de bulletins contenus dans l'urne. En dépit de cela, les demandes d'une vérification des résultats douteux par un décompte manuel des voix sont restées sans réponse. L'ancien candidat du parti communiste à l'assemblée nationale de la république du Daghestan, Hassan Magomedov, a déclaré à *Radio Svoboda* : « Il n'y a probablement aucun bureau de vote où la loi n'ait été grossièrement violée. Il y a eu bourrage d'urnes massif »¹⁸.

Le PCRf a exigé une enquête sur la falsification : en dépit d'une cote de popularité proche de 20% au Daghestan, qui est une région pauvre, les experts soutenaient envers et contre tout que les communistes avaient récolté moins de 7% des voix. Le PCRf et les Patriotes de Russie, partis composés de représentants de l'élite lesghienne, ont menacé de mener des actions de protestation massives. Les

¹⁷ <http://www.svobodanews.ru/Transcript/2007/03/26/20070326230056543.html>

¹⁸ <http://www.svobodanews.ru/Transcript/2007/03/26/20070326230056543.html>

autorités du Daghestan ont alors soudainement annoncé que les résultats des élections avaient été revus et que ces deux partis avaient dépassé la barre des 7%.

Guennadi Ziouganov a déclaré lors du plénum du comité central du PCRFS : « On nous a volé au moins 20% des voix (au Daghestan). Dans le premier bureau où nous avons pu faire une vérification, nous avons découvert d'un coup 22 000 voix qui avaient été ajoutées à Russie unie . Le vice-secrétaire du parti communiste Ivan Mel'nikov estime que le score réel du PCRFS est proche de 30% ».

Les journalistes de l'hebdomadaire daghestanais *Tchernovik* (« Brouillon ») estiment qu'au sein de l'assemblée nationale actuelle, au moins 30 des 47 députés de Russie unie appartiennent à ceux qui sont des partisans, réels ou conjoncturels, du président actuel de la république du Daghestan, Moukhou Aliev. C'est aussi le cas de tous les représentants du parti Agraire. Le parlement de la république est passé sous le contrôle du clan de Moukhou Aliev.

La République des Komis

Cette République constitue un territoire complexe. Elle possède, d'une part, un grand potentiel pétrolier et, de l'autre, des gisements de houille complètement déprimés dans la région de Inta et Vorkouta.

Le Président des Komis, Vladimir Torlopov, a pris la tête de la liste de Russie unie pour les élections du conseil gouvernemental de la république autonome. Avec l'aide des tribunaux et du parquet, le parti du pouvoir a pu soumettre tous les médias de masse avant les élections. La dernière tribune libre a été fermée avant le début de la campagne : il s'agit du journal *Zyrianskaïa pravda*, qui ne sortait déjà plus que sous forme électronique.

L'abrutissement des électeurs, l'imposition d'élections anticipées et sans observateurs dans des districts éloignés, ont permis à Russie unie d'augmenter son score : le parti obtient 36%, au lieu de 33% en 2003.

L'adversaire principal de Russie unie a été Russie juste, dont la campagne a porté principalement sur les questions sociales. La liste de Russie juste était composée d'anciens : l'ancien chef des Komis Iouri Spiridonov, les ex-maires de Syktyvkar Sergueï Katounine et d'Inta Vladimir Chakhtine. Spiridonov m'a confié, en interview, que les autorités avaient mené une campagne très dure contre Russie juste : « En tant que député, je suis passé à la télé, sur les chaînes publiques, deux ou trois fois – et encore, seulement avec l'aide du procureur. On ne peut absolument pas parler d'une expression libre de la volonté des gens. La pression est formidable. Mais malgré tout, le parti a de très, très nombreux partisans »¹⁹. La liste de Russie juste a récolté 15,49% des voix.

¹⁹ <http://www.svobodanews.ru/Transcript/2007/03/05/20070305123115387.html>

Les communistes ont obtenu 14,25%. Le LDPR et le SPS, loyaux aux dirigeants de la république, ont mené leur campagne sans grands problèmes. Ils obtiennent respectivement 13,62% et 8,8% des voix. Globalement, le Conseil gouvernemental se trouve ainsi sous le contrôle du gouverneur Torlopov.

Le territoire de Stavropol

Dans cette riche région thermale et agraire, une scission radicale des élites a eu lieu lors des élections. Pour la première fois, Russie juste a remporté le scrutin avec une nette avance sur Russie unie : 37,6% des suffrages contre 23,8% pour Russie unie, soit 9 points perdus en quatre ans. Le maire de Stavropol Dmitri Kouz'mine était à la tête de la liste de Russie juste, tandis que le gouverneur, Alexandre Tchernogorov – ayant à cette fin quitté six mois plus tôt les rangs du parti communiste – dirigeait celle de Russie unie.

Le correspondant de *Radio Svoboda* a fait les observations suivantes : « Dans la capitale, 90% des affiches préélectorales sont favorables au maire et par conséquent à Russie juste. Sur les panneaux d'affichage, un Dmitri Kouz'mine tout souriant serre la main au leader du parti et chef du Conseil de la Fédération Sergueï Mironov. Les affiches « Nous voulons vivre dans une Russie juste et nous y vivrons » et « Le parti de la majorité populaire, c'est nous » sont partout, tandis qu'il y a, à Stavropol même, sensiblement moins d'affichage pour Russie unie. On trouve surtout de petites affiches aux fenêtres des maisons : « Ici vivent des partisans de Russie unie » ou « Mes parents sont pour Russie unie ». (...) L'épouse du gouverneur Alexandre Tchernogorov a récemment accusé son mari, à travers un journal d'opposition, de ne pas payer sa pension alimentaire, de receler d'importantes ressources financières et de dissimuler dans son garage de fonction des automobiles étrangères coûteuses. Des affiches font également référence au capital accumulé par le gouverneur : « Vends la Bentley, paye la pension ». Par contre, dans les médias, c'est le pouvoir gouvernemental qui domine. L'émission d'actualité « Entre-temps » diffuse à la suite trois reportages consacrés à Russie unie. Les partisans de Russie juste répondent aux déclarations de Russie unie par l'action : lors des audiences publiques du 22 février, plus de mille participants ont voté pour que le titre de « citoyen d'honneur de la ville de Stavropol » soit retiré au gouverneur du territoire, Alexandre Tchernogorov. On dit qu'il pille aussi le budget de la ville et discrédite le maire : le gouverneur a accepté le démontage d'un monument ancien, puis a imputé cette décision au chef de Stavropol »²⁰.

Alexandre Kouz'mine a réussi à transformer les élections en un référendum de défiance envers un gouverneur dont la population s'est lassée. Au nom de Russie

²⁰ <http://www.svobodanews.ru/Transcript/2007/02/26/20070226192834213.html>

juste, Kouz'mine a signé un pacte de collaboration avec le LDPR et le SPS lors d'une émission en direct à la télévision locale. Les leaders des sections régionales des trois partis ont promis à leurs électeurs d'organiser un vote de défiance contre le gouverneur Alexandre Tchernogorov. Le SPS a recueilli 7,73% des voix ; le LDPR, mené par la vedette Andreï Razine, réalise 11,8% ; le LDPR recueille un score habituel de 14,3% (13,7% en 2003).

La rivalité entre le maire et le gouverneur, comme l'a relevé Danila Gal'perovitch, envoyé spécial de *Radio Svoboda* le jour des élections, a fait qu'« aucune des procédures prévues par la loi n'a été violée... L'affrontement entre les deux dirigeants a abouti à une observation mutuelle très attentive, et par conséquent, à la minimisation des combines les plus diverses »²¹.

Dmitri Kouz'mine a reçu le soutien d'un groupe puissant de maires et d'hommes d'affaires liés au business thermal des eaux minérales du Caucase (Piatigorsk, Essentouki), qui cherchent depuis longtemps à protéger leurs zones d'influence de Tchernogorov. C'est pour cette raison que Russie unie a aussi perdu les élections dans les districts à scrutin uninominal, n'y recueillant même pas le tiers des voix. Si l'on prend en compte les élections dans ces districts (50% des sièges), la majorité des députés de l'assemblée du territoire de Stavropol sont des opposants au gouverneur.

Les analystes de l'Institut indépendant pour les élections notent que « Russie unie a cédé la direction à Russie juste. Cela n'était arrivé auparavant que dans cinq régions : deux étaient dirigées par le LDPR, et trois par des coalitions électorales. Après la suppression des coalitions électorales, mi-2005, c'est la première défaite de Russie unie. A Stavropol, les candidats de Russie unie ont obtenu le score le plus bas de toute cette campagne »²².

Pour son échec aux élections, Alexandre Tchernogorov a été exclu des rangs de Russie unie, mais il n'a pas démissionné. Les nouveaux élus ont pour l'heure écarté la question du vote de défiance au chef, sans doute conscients du fait que Vladimir Poutine ne prend jamais de décisions professionnelles sous la pression publique.

La région de Vologda

Dans cette région, le pouvoir est entre les mains de candidats promus par l'entreprise métallurgique d'Alexeï Mordachev, Severstal' (basée à Tcherepovets), avec à leur tête le gouverneur Vladimir Pozgalev. Ils ont formé la liste de Russie unie, qui a remporté 41,9% des voix.

²¹ <http://www.svobodanews.ru/Transcript/2007/03/12/20070312165412913.html>

²² <http://www.vibory.ru/Regs/itog110307.htm>

Entre 2003 et 2005, Pozgalev a presque réussi à neutraliser les activités politiques du groupe industriel forestier Foks. Mais les hommes d'affaires écartés de la politique par le gouverneur ont investi leurs ressources dans le parti Russie juste, qui a recueilli 20,91% des voix. La somme des scores de ses trois composantes en 2003 était inférieure à 14%. Ce succès est lié aux têtes de liste choisies : l'ancien président du Conseil législatif régional et, au moment des élections, membre du Conseil de la Fédération Guennadi Khripel' (fâché avec le gouverneur), et le président de la Douma municipale de Vologda, le social-démocrate Alexandre Loukitchev. L'émergence d'une alternative a inquiété le gouverneur Pozgalev, qui a mis en garde les habitants de Tcherepovets, deuxième ville de la région : « Si vous votez pour Russie juste, cela veut dire que vous votez contre les intérêts de Tcherepovets ».

Les autorités ont essayé d'empêcher l'homme d'affaires et opposant de longue date Mikhaïl Sourov de participer aux élections. La perquisition de sa demeure n'a fait qu'augmenter la popularité de cet activiste de Russie juste. Mikhaïl Sourov a recueilli dans le district Zarechni de Vologda 43% des voix, presque le double de son principal concurrent.

Le parti capable de prendre à Russie unie 5 à 10% des suffrages a été retiré de la compétition. L'enregistrement du SPS a en effet été annulé, en raison du désistement des trois membres d'un des groupes régionaux de la liste (il devait y avoir au moins 17 groupes dans une liste). Deux de ces candidats ont ensuite assuré qu'ils avaient été soumis à des pressions. Mais, le 7 mars, la cour suprême de Russie a refusé de rétablir la participation de la liste SPS aux élections.

Le PCRf arrive en troisième position avec 13,5%. La campagne a porté sur le thème du logement et des services publics municipaux et le score du parti a augmenté de 50% par rapport à 2003. Le LDPR, dans le rôle de satellite du « parti du pouvoir », est resté au même niveau : 11%. Vologda est une des deux régions où le parti agricole (*Agrarnaïa partiia Rossii*) a participé au scrutin. Dans le rôle de partenaire cadet de Russie unie, le parti a recueilli près de 10%.

La région de Léningrad

Elle se développe de manière assez dynamique, grâce à la construction d'infrastructures portuaires et du terminal pétrolier à Vyborg et Oust'-Loug, et avec l'implantation d'usines Ford et Caterpillar dans la banlieue de Saint-Petersbourg. En revanche, la région de Priladozh' reste un « trou perdu » économiquement déprimé.

En raison de la grande différenciation sociale, Russie unie, qui a recueilli 38% des voix - 3 points de moins qu'en 2003 - a néanmoins obtenu la majorité grâce aux députés élus dans les districts. On a pu remarquer que le gouverneur Valeri

Serdioukov ne contrôle pas tous les chefs de districts, dont plusieurs sont directement liés aux puissants clans économiques de Saint-Pétersbourg. La tête de liste de Russie juste était ainsi l'ancien vice-gouverneur de la région de Leningrad et conseiller de l'entreprise de bâtiment LRS Evgueni Peteline. Les experts ont noté que le principal sponsor du parti était le président du groupe LRS Andreï Moltchanov, qui n'est autre que le fils adoptif du vice-gouverneur de Saint-Pétersbourg Evguenii Moltchanov. Russie juste a recueilli 20,94% des voix grâce à Sergueï Mironov et au soutien de plusieurs chefs de municipalités.

La liste du PCRf était menée dans la région de Leningrad par une héroïne de l'Union soviétique, la cosmonaute et députée de la Douma Svetlana Savitskaïa. Avec une campagne de « porte à porte » assez molle, les communistes ont recueilli 17%, deux fois plus qu'en 2003. Le score du LDPR est resté stable, à 12%.

Le sort fait au SPS est intéressant. Le résultat des élections donnait 7% au SPS. Comme l'a raconté une source interne du parti, le gouverneur Serdioukov avait promis à Anatoli Tchoubaïs que le décompte des voix serait honnête. Mais on a soudain appris que deux « amis » de Russie unie n'étaient pas passés pas au Conseil législatif régional. Ces « amis », ayant chacun payé leur place de député à hauteur de 2 millions de dollars, ont donc dit : « Le mandat ou l'argent ! ».

Russie unie ne disposait pas de cet argent et les autorités ont décidé de sacrifier le SPS. On a ensuite ordonné un recomptage des bulletins dans cinq commissions à Vyborg. Les recomptages se déroulant simultanément dans des lieux différents, le SPS ne disposait que de trois observateurs pour cinq commissions. Lors du recomptage, on a trouvé dans une de ces commissions 34 bulletins « nuls », qui portaient des annotations en plus de l'indication du vote SPS. Fait curieux, toutes ces marques ont été faites à l'aide d'une seule et même plume. Le résultat final officiel du SPS est donc de 6,997% et le parti ne dispose pas de députés au Conseil législatif. Le SPS a menacé d'entreprendre une action en justice, mais n'a pas encore concrétisé son intention.

La ville de Saint-Pétersbourg

La deuxième capitale de Russie se développe de façon dynamique et dispose d'un système politique plus développé. Le gouverneur Valentina Matvienko a décidé de montrer son impartialité en refusant d'être la tête de liste de Russie unie. En février, j'ai cependant vu la ville couverte d'affiches au symbolisme tricolore de Russie unie représentant le gouverneur Matvienko avec le chef de l'Assemblée législative Vadim Tioul'panov sous le slogan « Nous pouvons tout ! » (*My mozhem vsië !*). Avec une propagande massive et un contrôle total sur la télévision, Russie unie a remporté 37% des voix. Le parti n'obtient pas la majorité à l'Assemblée législative.

Il y avait aussi bon nombre d'affiches rouges pour Russie juste. Sa liste était menée par Oksana Dmitrieva, députée de la Douma assez populaire à Saint-Pétersbourg. Dmitrieva est réputée pour ses interventions en défense des couches populaires et sa lutte pour l'augmentation des retraites, thèmes que le parti a exploité. Contre le footballeur Andreï Archavine mis en avant par Russie unie, Russie juste a présenté le patineur artistique Evgueni Pliouchtchenko.

Le bon résultat de Russie juste (22%) a été obtenu à la fois grâce au bon déroulement du congrès du parti à Saint-Pétersbourg et grâce à la campagne personnelle menée par Sergueï Mironov dans sa ville natale. Mironov s'est même risqué à critiquer le gigantisme excessif des autorités en matière de bâtiment.

Conformément à la décision de Valentina Matvienko, on a procédé à un nettoyage du champ électoral. Les sondages donnaient au parti Iabloko une cote de popularité de l'ordre de 20%. La liste de Iabloko rassemblait absolument toutes les personnalités politiques démocrates de la ville, dont certains anciens membres du SPS. Les députés de Iabloko avaient voté en décembre 2006 contre la reconduction de Matvienko au poste de gouverneur. Ils se sont aussi vivement prononcés contre la construction par Gazprom d'un gratte-ciel haut de 300 mètres dans le centre historique de Saint-Pétersbourg et ont tenté d'organiser un referendum à ce sujet.

La section Iabloko de Saint-Pétersbourg soutenait le mouvement de l'Autre Russie, en dépit de l'avis du leader national de Iabloko, Grigori Iavlinski. Ce dernier a proposé d'être tête de liste, pensant naïvement qu'on permettrait alors au parti de participer aux élections. La liste Iabloko de Saint-Pétersbourg, menée par Maxime Reznik, a décliné son offre et Iavlinski a dès lors pris ses distances.

La raison invoquée pour le retrait de la liste de Iabloko est que les signatures présentées par le parti, dont la quantité a dépassé la norme de 0,5% (10,5%), auraient inclus des signatures fallacieuses. Les tentatives de contester cette décision devant la commission électorale centrale, le 9 février, et devant la cour suprême de Russie, le 6 mars, ont échoué. A ces occasions, la commission et la cour ont toutes deux refusé d'entendre les citoyens qui se sont présentés à leurs sessions - citoyens dont les signatures avaient été jugées inauthentiques par certains experts du ministère de l'Intérieur. Les partis Socialiste uni de Russie (*Sotsialistitcheskaïa edinaïa partiia Rossii*) et la Volonté populaire (*Narodnaïa volia*) n'ont pas été admis aux élections non plus, également sous prétexte de présentation de fausses signatures.

Une semaine avant les élections, le 11 mars, s'est déroulée à Saint-Pétersbourg une grande manifestation qui a rassemblé plus de 5 000 personnes. Les autorités n'ont pu bloquer cette « Marche du désaccord » organisée par l'Autre Russie et le Iabloko pétersbourgeois, et les manifestants ont réussi à gagner la perspective Nevski. Près de 300 manifestants ont été retenus par la milice, qui a eu recours à la force.

Dans la campagne menée à Saint-Pétersbourg, le SPS a joué un rôle de « saboteur » contre Iabloko. Ses leaders locaux ont vanté partout les succès du gouverneur Matvienko. Depuis le départ, la liste du SPS ne pouvait espérer le succès, mais elle a par la suite été mise en avant pour satisfaire le groupe commercial de Grigori Tomtchine, de l'entourage d'Anatoli Tchoubaïs, dont les structures mènent les travaux de construction dans le port de Saint-Pétersbourg. Le SPS a appelé les électeurs de Iabloko à voter pour eux, une fois la liste de Iabloko supprimée. De l'avis des experts, ceux-ci ont plutôt reporté leurs voix sur le parti communiste et Russie juste. Le PCRf a doublé son score de 2003 en obtenant 16%. Ce score aurait pu être plus important encore, mais un autre « saboteur » a été mobilisé de façon très active contre les communistes et Russie juste : les Patriotes de Russie, parti mené par le député national-patriotique Iouri Savel'ev. Celui-ci a vanté les mérites du gouverneur tout en condamnant les faux communistes et les partisans de Mironov, réussissant ainsi à retirer 5,6% de voix aux partis de gauche.

La région de Moscou

La quantité d'argent drainée de tout le pays vers Moscou a créé autour de la capitale une couronne à l'aisance relative. Mais le boom du bâtiment et les nombreuses datchas construites dans la proche banlieue (*Podmoskov'ë*) ne font que mieux ressortir les zones vulnérables de la région. Le développement de la grande banlieue stagne, les infrastructures de l'économie municipale sont misérables, le réseau routier n'est pas adapté au boom automobile. La spéculation immobilière et foncière a laissé des dizaines de milliers d'actionnaires dupés sans appartement ni argent. Dans presque tous les districts limitrophes de Moscou, les agriculteurs sont en train d'être dépossédés de leurs terres, au moyen de machinations visant à confisquer leurs parts de terre. La fonction publique de la région de Moscou est complètement corrompue. Le maire de Krasnoznamensk a récemment été arrêté, après avoir extorqué 750 000 dollars en échange d'un permis de construire pour une zone d'habitation. Les assassinats de chefs de communes, chefs de districts et de fonctionnaires importants ne sont pas rares.

Aucun de ces sujets n'a cependant été abordé par Russie unie, dont la liste était menée par le gouverneur Boris Gromov. On a parié plutôt sur la « ressource administrative ». La liste de Russie unie était composée de chefs de municipalités et de districts, qui devaient personnellement mener campagne sur le terrain mais ne pas se présenter au Parlement régional. La campagne s'est faite de façon centralisée sous le slogan « Aucun autre parti ne fait cela ! » (*Nikakoiia drugaia partia etogo ne delaet !*).

Des spectacles gratuits se sont déroulés sous couvert de rencontres entre candidats et électeurs. En me rendant au Forum des sympathisants de Russie unie dans le district de Mytichtchensk, je me suis ainsi retrouvé au concert du groupe « Lioubè », financé par les fonds de Russie unie. Les tribunaux régionaux ont ignoré les accusations de corruption des électeurs et de non respect des procédures. En revanche, le parti des Verts (*Zelenyie*) a été exclu des élections. La tête de liste des Verts, Lioudmila Mitvol', est l'épouse du vice-président du Rosprirodnadzor (service national de surveillance environnementale) Oleg Mitvol'. Celui-ci a accusé le gouverneur Gromov de violer les lois sur la protection de l'environnement - devenant ce faisant un ennemi personnel du gouverneur.

Le gouverneur Gromov avait fixé comme tâche à son appareil d'avoir à la Douma des députés de Russie unie et du PCRf. Dans vingt circonscriptions de banlieue, la participation a atteint des 100% soviétiques. Dans le district de Kline, Russie unie a remporté un fabuleux 97,5% des voix²³.

C'est uniquement grâce aux démarches d'un groupe de membres du Conseil de la Fédération, également membres de Russie juste, que ce parti a pu faire valoir son score supérieur à 7%. Les résultats du SPS et du LDPR ont été falsifiés au profit de Russie unie. Les protocoles des commissions des bureaux de vote locaux ont été réécrits avant leur transfert à la commission régionale. Les résultats de Russie unie ont été augmentés, tandis que le LDPR et le SPS obtiennent officiellement 0%. Des infractions très grossières sont attestées dans une dizaine de districts. Le leader local du SPS Boris Nadezhdine a promis de porter plainte pour contester ces résultats en justice.

La région de Mourmansk

C'est une région économiquement assez stable, notamment grâce à l'industrie métallurgique (nickel, apatites), à la centrale nucléaire de Kola et au port marchand. Suite à l'affaire Ioukos, la construction d'un oléoduc à Mourmansk pour l'exportation du pétrole vers les Etats-Unis a été remise en cause. Il s'agissait en effet d'un projet de Khodorkovski. Sa suspension est devenue le problème de la période Poutine. La presqu'île de Kola est la base de la flotte du Nord. Le commandement de la flotte exerce une influence très forte, qui a permis d'assurer aux autorités les votes nécessaires parmi les militaires.

Un point fort dans le jeu de Russie unie a été la reconduction du gouverneur Iouri Evdokimov par le Président juste avant les élections. Le parti a recueilli le score escompté de 42%, soit 3 points de plus qu'en 2003. La popularité du PCRf a

²³ « *Gorozhane otvernoulis' ot politiki* » (Les citoyens se sont détournés de la politique), *Kommersant-Vlast*, N°14 (719), 14.04.2007, p.35.

très fortement augmenté. Le parti a plus que doublé son score de 2003, passant d'environ 7,5% à 17,5% des voix. Il s'agit d'une réaction à la très forte montée des prix du logement et des services publics municipaux. Russie juste, qui s'est orientée sur la firme Apatite, a obtenu un résultat presque identique à 2003, 10%. Iabloko, ne disposant pas de moyens pour mener sa campagne, fait moins de 3%.

La région d'Omsk

Cette région a vécu de longues années de façon assez stable sur le compte des impôts générés par la raffinerie de pétrole d'Omsk. En raison de la vente de la compagnie Sibneft' à Gazprom, en 2006, et de la nouvelle domiciliation de l'entreprise à Saint-Pétersbourg, le budget de la région a perdu des centaines de millions de dollars. Ce thème brûlant n'a pratiquement pas fait l'objet de discussions pendant la campagne.

Le gouverneur Leonid Polezhaev, qui a mis en place un régime clanique de type kazakh dans la région et contrôle toute la presse, était tête de liste. L'élite a été consolidée. Le seul problème a été le refus inattendu de la gymnaste Alina Kabevaïa de se présenter comme numéro 3 dans la liste de Russie unie. « *A Omsk, Russie unie a refusé la tenue de débats télévisés avec les adversaires* »²⁴.

Seul un parti a eu la capacité de résister au pouvoir : le PCRf. Il a placé à la tête de sa liste le populaire leader Oleg Smoline (quatre fois député à la Douma, social-démocrate sans parti). A la tête du comité de région d'Omsk se trouve l'énergique et peu orthodoxe secrétaire Alexandre Kravets, lié à des milieux d'affaires qui peuvent assurer l'indépendance du PCRf vis-à-vis des autorités. En février, les communistes ont rassemblé plus de 1 000 personnes dans le centre-ville pour protester contre la hausse des tarifs des services publics municipaux (eau, canalisations, électricité, ramassage des ordures, etc.). Le leader des communistes d'Omsk a déclaré qu'il s'agissait du problème le plus grave²⁵.

Seuls Russie unie et le PCRf ont dépassé la barre des 7%. Russie unie obtient plus de 55% (32% en 2003). Le PCRf obtient 22,41%, soit 6 points de plus qu'en 2003. Pour la Sibérie orientale, le score du SPS (6%) est assez élevé, d'autant plus que le parti a subi des pressions administratives à la fin de la campagne. Selon le chef de liste du SPS Nikolai Efimkine, au cours du mois de février, la milice a régulièrement retenu les militants du SPS, ralenti leur transport et confisqué leur matériel de campagne²⁶.

²⁴ Déclaration de l'association Golos, <http://www.golos.org/zayavl-11-03-2007.pdf>, p.11.

²⁵ <http://www.svobodanews.ru/Transcript/2007/02/19/20070219124951857.html>

²⁶ Déclaration de l'association Golos, <http://www.golos.org/zayavl-11-03-2007.pdf>, p.11.

Certains des résultats à Omsk paraissent atypiques. Ainsi, tant Russie juste que le LDPR ont échoué, recueillant chacun moins de 5% des voix. Par rapport à 2003, le LDPR aurait donc perdu deux tiers de ses électeurs, ce qui semble tout simplement incroyable. Le parti Volonté populaire, mené par son chef Sergueï Babourine, a recueilli 1,5%. Babourine, élu d'Omsk plus d'une fois à la Douma, m'a déclaré que les élections avaient été falsifiées à l'aide de manipulations au niveau des villages. Tous les petits partis ont été « dépouillés » au profit de Russie unie.

La région de Pskov

C'est un territoire économiquement déprimé en dépit d'une situation géographique propice, marqué par une forte différenciation sociale. Le système des entreprises du complexe militaro-industriel tombe en morceaux.

La tâche principale de Russie unie était d'éviter une scission des élites avant le début de la campagne et empêcher Russie juste de se renforcer. Moscou n'a pas permis au gouverneur Mikhaïl Kouznetsov, impopulaire en raison de sa gestion sévère des finances, d'être à la tête de la liste de Russie unie. Le gouverneur aurait alors menacé, selon une source proche du Kremlin, « *d'organiser les élections de façon strictement conforme à la loi* ».

Après une telle menace, on a inclus dans la liste de Russie unie des protégés de Kouznetsov, qui a lui-même été désigné directeur de la campagne électorale de Russie unie. La version finale de la liste a été confirmée quelques jours avant le début de la campagne.

Le général Alexeï Sigoutkine, député à la Douma, a été placé en première position sur la liste. La région est en effet l'emplacement de la division des troupes aéroportées de Pskov, troupes qui votent toutes « comme il faut ». Le maire de Pskov Mikhaïl Khoronen (ancien communiste) a été choisi comme numéro deux. Cette manœuvre visait à neutraliser Russie juste, qui lui avait proposé la première place dans sa liste.

Afin de maximiser les résultats de Russie unie, les autorités ont réussi à obtenir le retrait volontaire de la liste de Iabloko. Le chef du parti à Pskov, Lev Chlossberg, a déclaré que les candidats avaient reçu des menaces de sérieux désagréments au travail.

La liste du SPS a été ôtée des élections : la commission électorale a exclu de la liste tous les candidats d'un des groupes régionaux. Or, la liste de chaque parti devait être composée d'une partie régionale générale et de 22 groupes (correspondant aux 22 districts uninominaux). Les raisons invoquées pour cette exclusion sont l'appartenance, prétendue, à un autre parti et la présentation de

données incomplètes sur le patrimoine des candidats. Le 9 mars, la Cour suprême de Russie a reconnu la constitutionnalité de la décision de la commission électorale. Le leader de la section régionale du SPS de Pskov, Anatoli Tikhanov, a été élu dans un district.

Russie unie a recueilli 42% des voix en recourant à toutes les formes connues de pression administrative. Un fait vient appuyer la version de la falsification du vote. Dans la région, 20,1% des électeurs ont voté à domicile. Dans le district de Nevel'sk, 49,5% des électeurs ont ainsi voté à l'aide d'urnes mobiles. « Là où plus de 30% des électeurs ont voté à domicile, la participation est de 15% supérieure à la moyenne régionale et Russie unie obtient 10% de suffrages de plus qu'en moyenne », constate le politologue Dmitri Orechkine²⁷.

Russie juste a obtenu 15% grâce à la campagne menée personnellement à Pskov par Sergueï Mironov, et grâce au fait que le parti a hérité de la solide organisation de Rodina à Pskov. Mikhaïl Briatchiak, grand homme d'affaires et PDG de Rostek-terminal, dirige la formation.

Le parti communiste, dont la campagne à Pskov a revêtu un caractère xénophobe, a quasiment concurrencé le LDPR en tant que parti nationaliste. Le PCRF a obtenu 19,46% au lieu de 15% en 2003. Le parti de Jirinovski a perdu en popularité de façon évidente. Ses électeurs se sont détournés du parti au cours des huit années de gouvernement corrompu par le gouverneur issu du LDPR Evgueni Mikhaïlov. Le LDPR obtient ainsi 8,41% des voix, contre 10,68% en 2003.

La région d'Orel

Dans cette région agricole, la corruption est forte. Un des vice-gouverneurs vient d'être condamné pour corruption et plus de trente fonctionnaires sont actuellement traduits en justice. Malgré le scandale, le Président Poutine a conservé le gouverneur Egor Stroev à son poste.

La division, au sein de l'organisation régionale, entre partisans et opposants du gouverneur Stroev a constitué le problème principal pour Russie unie lors des élections. A la tête de la région depuis environ trente ans, à l'occasion de son 70^{ème} anniversaire Stroev a été décoré par Poutine de l'ordre « Pour services à la Patrie » (deuxième degré). Lors de la conférence préélectorale de Russie unie, une partie des candidats avancés par Stroev ont été rejetés. Suite à cela, dans une série de districts, les « hommes de Stroev » se sont présentés en tant que candidats indépendants contre les candidats officiels de Russie unie.

²⁷ « Gorozhane otvernoulis' ot politiki » (Les citoyens se sont détournés de la politique), *Kommersant-Vlast*, N°14 (719), 14.04.2007, p.35.

Le leader de la section locale de Russie unie, le vice-gouverneur Pavel Merkoulov, a expliqué le résultat de son parti (30%, au lieu de 44% en 2003) par la baisse de popularité du gouverneur vieillissant. Mais il s'est avéré que Merkoulov avait trop vite « enterré » le gouverneur Stroev : en raison du « échec » électoral, c'est Merkoulov qui a été démis de son poste de chef de section régionale par le Conseil supérieur du parti. Il n'a pas non plus obtenu le poste de chef du Conseil régional d'Orel.

A Orel, Russie juste a été affaiblie par des arrangements entre les sponsors de sa liste et Egor Stroev. Quelques personnalités peu appréciées par le gouverneur ont été retirées de la liste, formellement d'opposition, une semaine avant le scrutin. La liste, destinée à recueillir 25% des voix, n'en a totalisé que 12,6%. Les voix des mécontents sont allées au PCRf, qui s'est présenté comme une opposition dure contre l'ancien secrétaire du Comité central du PCUS Stroev. Le communiste Alexandre Kassianov est maire d'Orel depuis 2006. Dans cette ville, où il y a eu des observateurs dans les bureaux de vote, Russie unie ne recueille pas plus de 20% des suffrages, tandis que les communistes en totalisent jusqu'à 40%. En revanche, dans les zones rurales, une falsification massive permet au parti du pouvoir de recueillir jusqu'à 60% des voix.

L'analyste Dmitri Orechkine note qu'à Orel, « la part des électeurs ayant voté au moyen des urnes mobiles représente 14,6%. (...) Auparavant, il s'agissait de pourcentages minimes. Les urnes mobiles, qui sont transportées par les membres des commissions électorales entre les demeures des électeurs, sont de longue date devenues des moyens de falsifier l'issue des élections. C'est justement grâce à de telles urnes que 30% des citoyens dans 290 circonscriptions ont voté le 11 mars. Dans ces circonscriptions, Russie unie obtient 53,4%, alors que la moyenne régionale du vote pour ce parti est de 39%. De façon correspondante, le PCRf y obtient 16,6% des voix, contre une moyenne de 23,8% dans les autres circonscriptions de la région »²⁸.

Dans la région d'Orel, le SPS a subi le même sort que dans celles de Moscou et Saint-Pétersbourg. 47 voix ont ici manqué au parti de droite pour dépasser la barre des 7% : le résultat annoncé pour le SPS est de 6,98%. La direction du SPS accuse les autorités de la région d'Orel d'avoir falsifié l'issue du scrutin. 400 personnes ont participé à un meeting de protestation organisé à Orel. Le LDPR totalise à grand-peine 7,34%, perdant quatre points par rapport au score obtenu en 2003.

²⁸ « *Gorozhane otvernoulis' ot politiki* » (Les citoyens se sont détournés de la politique), *Kommersant-Vlast*, N°14 (719), 14.04.2007, p.35.

La région de Samara

Cette région possède une industrie pétrochimique et une construction aéronautique qui se développent de façon stable, tandis que les usines du complexe militaro-industriel sont en déclin. La plus grande usine de construction automobile russe, VAZ, est située à Togliatti, mais connaît des difficultés croissantes avec le développement de l'activité d'assemblage des voitures de marques étrangères.

Pour les élections de 2007, le gouverneur Constantin Titov était tête de liste pour Russie unie. Il faut noter que Titov a fait campagne seul et, chose inhabituelle en Russie, il a accepté de débattre en direct à la télévision la veille des élections avec Victor Tarkhov. Ce gouverneur expérimenté a réussi à augmenter la popularité du parti d'un point par rapport à 2003 : Russie unie obtient 33,5%. L'entreprise publique Rosoboronexport, qui dirige depuis 2006 l'usine de construction automobile de la Volga (VAZ) suite à une décision de Vladimir Poutine, a apporté son appui au parti.

Les autres groupes industriels et financiers de la région ont diversifié leurs investissements politiques. Le groupe SOK a ainsi placé ses candidats dans les listes de Russie unie et de Russie juste, financé le SPS et même promu la liste des Verts.

La liste de Russie juste, avec Victor Tarkhov à sa tête, a recueilli 15,14% des voix. Le parti n'est pas parvenu à réitérer son succès de l'année précédente, avant tout car le maire a entre-temps été obligé d'augmenter les tarifs des logements municipaux. Russie unie et le PCRf ont exploité au cours de leur campagne le thème de la tromperie des habitants par le maire. En février, la compagnie de télévision publique Samara a interrompu l'émission du débat en direct sur les problèmes de logement et des services publics municipaux entre Victor Tarkhov et le représentant de Russie unie Victor Sazonov.

Le vote de protestation est allé aux communistes (presque 19% au lieu de 17,3% en 2003) et au LDPR, qui a cependant un peu perdu en popularité, passant de 13,46% en 2003 à 11,5% en 2007.

La commission électorale de Samara a tenté d'inventer un prétexte afin d'exclure le SPS des élections. La participation du parti a finalement été rétablie par décision de la Commission électorale centrale. Le parti, mené par Nikita Belykh, a recueilli 8,11%.

La Région de Tomsk

Dans cette région, l'industrie pétrolière et de raffinage est bien développée. Tomsk est la plus ancienne ville universitaire de Sibérie et constitue un centre scientifique important.

L'arrestation, juste avant les élections, du maire de Tomsk Alexandre Makarov, accusé de corruption, a déterminé la consolidation de toute l'élite bureaucratique autour de la liste de Russie unie. Le gouverneur Victor Kress était tête de liste. Une manœuvre habile de Russie unie a été la reconduction à son poste du gouverneur, extrêmement populaire dans la région, un jour avant le vote. Le parti obtient ainsi un score élevé : 46,47%. Cependant, ici comme ailleurs, le parti a obtenu l'essentiel de ses voix grâce au vote rural, fortement influencé par l'administration.

La région de Tomsk a enregistré un cas éclatant de recours à la « ressource administrative » au stade de l'enregistrement, avec l'interdiction faite au maire arrêté de se présenter aux élections. L'opposition a même bénéficié d'un accès limité à l'écran. Le parti communiste est arrivé en deuxième position avec 13,37%, le niveau de soutien dont il jouit reste stable (12,6% en 2003). Russie juste a obtenu 12,87% des voix. N'ayant pas consolidé sa structure régionale, le parti n'a pas pu réitérer le succès remporté par le parti des Retraités, qui avait battu Russie unie à Tomsk deux ans auparavant.

Des « technologies noires » ont été utilisées contre le SPS. On a par exemple proclamé que le parti avait engagé des militants séropositifs. La ville universitaire a cependant accordé à la droite une place à la Douma : le SPS totalise 7,78%.

La région de Tioumen'

Région d'extraction pétrolière, elle est composée de trois parties. On la surnomme « *matriochka* ». Les autorités des districts autonomes de Iamalo-Nenets et de Khantys-Mansis, où se situe justement l'extraction pétrolière, ne tolèrent pas l'intervention de la région de Tioumen' dans leurs affaires, bien que cette dernière soit leur « supérieure » formelle. Le gouverneur de Tioumen' ne dirige donc en réalité que le sud de la région, recevant en provenance des deux districts autonomes les ordonnances qui servent à développer les programmes de « co-gestion ».

Au cours des élections du mois de mars, un schéma unique a été appliqué : les gouverneurs ont tous trois été placés à la tête de la liste de Russie unie - Vladimir Iakouchev pour Tioumen', Alexandre Filippenko pour Khantys-Mansis et Iouri Neelov pour Iamal'. Russie unie a exercé un contrôle total sur les émissions télévisées et tous les autres médias, et jouissait d'un soutien de base solide, lié à l'amélioration réelle du niveau de vie dans la région. Le gouverneur Victor Iakouchev, sans la moindre gêne, a demandé aux directeurs d'influencer leurs salariés afin d'assurer une composition constructive, « la composition dont nous avons besoin » à la Douma. J'ai entendu cela moi-même en février, lorsque j'ai assisté au congrès de l'Association des entrepreneurs industriels de Tioumen'.

Le parti Russie juste, dont la liste était menée par le député fédéral Nikolai Pavlov, manifestait des défauts singuliers. Monsieur Pavlov m'a annoncé : « Vous ne parviendrez pas à me faire critiquer le gouverneur Iakouchev ! ». La thèse principale de sa propagande est la suivante : « Le parti du pouvoir doit être surveillé au niveau régional par un deuxième parti fidèle au Président Poutine ». Russie juste a recueilli 8,74% des suffrages, seulement un point de plus que le score réalisé en 2003 par Rodina, Jizn' et le parti des Retraités. Le LDPR a reçu à Tioumen' plus de 10,8% des voix, grâce à la visite de Vladimir Jirinovski, qui a loué à la télévision les réussites du gouverneur.

Le parti Iabloko n'a pas pris part aux élections. Le SPS avait d'abord annoncé sa participation aux élections, mais les structures fédérales du parti ne lui ont pas envoyé la somme d'argent nécessaire pour la caution requise. Des mesures estimant la cote de popularité du parti à 2%, on a considéré inutile de participer aux élections.

A Tioumen', l'opposition était donc de gauche. Les autorités ont essayé de refuser l'enregistrement de la liste du PCRf en raison de petites failles dans la description du patrimoine des candidats. Le parti communiste a été contraint de tenir une deuxième conférence régionale et sa liste a été enregistrée en supprimant plusieurs personnalités d'opposition. A Tobolsk, l'enregistrement de la populaire communiste Tamara Kazantseva comme candidate dans son district a été refusé. La promesse de lutter pour l'augmentation des retraites a été considérée par le tribunal comme une façon de « soudoyer les électeurs » !

Les communistes ont été effrayés et n'ont pas vraiment fait campagne. Il est important de noter qu'à Khantys-Mansis, la section du parti est loyale au consortium Sourgoutneftegaz. Les leaders communistes ont même essayé de faire échouer des actions de protestation menées par les syndicats indépendants de Sourgoutneftegaz, ce qui n'a pas contribué à la popularité des communistes. Résultat : le PCRf obtient 8,37% des voix.

La région de Tioumen' est la seule où le parti communiste des travailleurs (*Rossiïskaïa kommunistitcheskaïa rabotchaïa partiia*), parti radical de gauche, ait présenté une liste pour les élections. La tête de liste était le député Victor Tioul'kine, le numéro deux - l'unique député d'opposition de la Douma régionale de Tioumen' - Alexandre Tcherepanov. Il avait été le seul à voter contre le deuxième mandat du gouverneur Sergueï Sobianine (actuellement à la tête de l'administration présidentielle). C'est également lui qui a dévoilé la corruption et obtenu la démission de deux vice-gouverneurs. Alexandre Tcherepanov a été radié des élections dans le district de Tioumen', où il avait de réelles chances de l'emporter, par décision du tribunal. Raison invoquée : l'utilisation faite par le député d'une voiture de fonction. La liste du parti communiste des travailleurs a totalisé 2,53% des voix.

Le territoire de Krasnoïarsk

Les élections pour l'assemblée législative y ont eu lieu le 15 avril. La région a été reconstituée suite à un référendum tenu il y deux ans. Les districts de Taïmyr et des Evenks – zones septentrionales peu peuplées mais riches en matières premières (pétrole, métaux non-ferreux, bois) – ont alors à nouveau été rattachés au territoire de Krasnoïarsk. Deux grands monopoles contrôlent le territoire : Norilsk Nickel et Rusal (*Rossiiskii Aliouminiï*). Norilsk Nickel appartient à Vladimir Potanine et Mikhaïl Prokhorov, dont les intérêts au sein du pouvoir sont représentés par le gouverneur Alexandre Khloponine (actionnaire minoritaire et ancien manager de la firme). Rusal est dirigé par Oleg Deripaska, qui contrôle la plus grande usine d'aluminium de Sibérie et la centrale hydroélectrique de Krasnoïarsk. Ses intérêts sont représentés auprès du pouvoir par Alexandre Ouss, arrivé en deuxième position lors de l'élection du gouverneur et président de l'assemblée législative régionale. Les experts estiment que Norilsk Nickel et Rusal ne sont plus concurrents. Le partage du champ politique a été achevé au bénéfice du premier.

Rusal est intéressé par un projet de mise en valeur du Bas Angara par le biais d'un partenariat public-privé. Le gouverneur Khloponine promet d'obtenir du budget fédéral plus d'un milliard de dollars pour investir dans les infrastructures (routes, lignes de transport d'énergie).

Des protégés des deux structures ont participé aux élections du 15 avril dans les listes de Russie unie, de Russie juste, du LDPR et du PCRF. Les partisans de l'homme d'affaires au passé criminel Anatoli Bykov, ancien propriétaire de l'usine d'aluminium de Krasnoïarsk, représentaient la seule alternative à Norilsk Nickel et Rusal. Le bloc de ce généreux mécène du sport est populaire dans les cercles déclassés. Il a obtenu par le passé jusqu'à un tiers des sièges à l'assemblée législative, en se présentant comme le porte-parole du patriotisme régional : « Protégeons le *krai* de Krasnoïarsk, qui est devenu une colonie du centre ». Bykov voulait participer au projet de Russie juste, mais il n'y a pas été personnellement admis. Il a alors placé ses hommes dans les listes du parti de la Renaissance de la Russie, qui n'a finalement pas concouru aux élections pour cause de présentation de signatures soi-disant défectueuses. Le parti Agraire, d'orientation favorable à Bykov dans la région, n'a pas été admis aux élections non plus. Ces décisions ont été confirmées par la Commission électorale centrale, ce qui suggère qu'elles ont été prises par le département politique de Kremlin. Dans les districts, il y avait jusqu'à quinze candidats du Bloc Bykov, sous l'étendard vert et blanc des régionalistes sibériens, mais seul Bykov lui-même est passé au parlement régional. Quelques uns de ses alliés politiques, concourant dans les listes de Russie juste, y sont entrés aussi. Une semaine avant la fin de la campagne, Bykov a exprimé un fort soutien pour le parti communiste, ce qui a valu à ce dernier un supplément de suffrages non

négligeable : le score du PCRf dépasse 20%. Les communistes, comme Bykov, ont fait campagne sur le « patriotisme krasnoïarskien » contre les « intrus oligarques ». Ils ont montré leur capacité à consolider un électorat mécontent de la conduite des affaires par des gestionnaires venus de Moscou et obtenu de bons résultats dans le sud agricole du territoire. Dans le district de Minoussinsk et à Minoussinsk, le PCRf obtient respectivement 30,16% et 31,47%. Dans les territoires déprimés, les scores du PCRf et de Russie unie sont proches. Le record est détenu par le district de Krasnotouransk, où les communistes ont fait 38,38%. Dans la ville natale d'Anatoli Bykov, à Nazarovo, on a enregistré une forte augmentation du vote communiste, qui a atteint 33,32%.

La liste de Russie unie était menée par le gouverneur Alexandre Khloponine, le porte-parole de l'assemblée législative Alexandre Ouss et le maire de Krasnoïarsk Piotr Pimachkov. La campagne de Russie unie a ouvertement profité de toutes les possibilités offertes par la bureaucratie. Le gouverneur Khloponine a ainsi parcouru presque tout le *krai* en volant dans son hélicoptère de fonction, soi-disant pour assister à des réunions en tant que gouverneur, mais faisant en réalité la promotion de Russie unie. J'ai personnellement été témoin d'une telle propagande autoritaire dans la ville fermée de Zelenogorsk (Krasnoïarsk-46).

Khloponine promet d'augmenter le budget de son territoire grâce aux grands projets dans la région de l'Angara. Ceux-ci incluent l'achèvement de la construction de la centrale hydroélectrique Bogoutchansk, l'installation d'une usine d'aluminium et de deux complexes de fabrication de pâte à papier. Les critiques du pouvoir considèrent le projet comme un stratagème des oligarques de Rusal, destiné à drainer les moyens du budget fédéral pour les utiliser à leur propre profit.

La liste de Russie unie a obtenu 42,52%. C'est moins que ce qui était prévu par Moscou (45%) et exigé par le chef du parti Boris Gryzlov (47%), mais tout de même 12 points de plus qu'en décembre 2003. Les députés élus sur la liste du parti du pouvoir (13) et ceux élus au scrutin uninominal dans les districts (16) auront ensemble 29 sièges sur 52 dans l'assemblée législative. Une telle majorité a le droit de proposer au Président Poutine Alexandre Khloponine comme candidat à la direction de l'administration territoriale.

C'est l'ancien gouverneur et député à la Douma Valerii Zoubov qui a pris la tête de la liste Russie juste. Il n'a jamais critiqué le gouverneur Khloponine. La présentatrice de télévision Marina Dobrovol'skaïa, plus populaire que Zoubov et plus critique du gouverneur, ne figurait pas parmi les trois premiers noms sur la liste de Russie juste. Le résultat obtenu - 12,4% - a déçu les partisans du nouveau parti, mais s'explique par la tactique conformiste mise en œuvre, par l'évitement des sujets locaux épineux et par les faibles financements mis à disposition par Moscou.

Vladimir Jirinovski a personnellement pris la tête de la liste du LDPR. Le parti a mis en œuvre sa tactique habituelle : se proclamer parti d'opposition et chanter sur

tous les toits les louanges du gouverneur. Le slogan « En votant pour le LDPR, tu votes contre tous ! » a porté ses fruits. Ayant recueilli 11,74%, le LDPR entre pour la première fois au parlement de Krasnoïarsk.

Le parti Démocratique de Russie (n'a pas fait campagne, obtient 0,68%) a fait savoir que le 7 avril les quartiers généraux du SPS ont été perquisitionnés. Les autorités ont accusé le SPS de soudoyer les électeurs. Le leader du parti Nikita Belykh a déclaré que la répression était liée au fait que « le SPS est le seul parti qui s'oppose au gouverneur Khloponine ». Ceci ne correspond pas à la réalité, puisque le chef de la droite de Krasnoïarsk, Sergueï Chakhmatov, a toujours insisté sur le fait que Khloponine était le principal libéral de Krasnoïarsk²⁹. Les affiches du SPS ont été endommagées à grande échelle. Au lieu du slogan « Votez pour l'achèvement de la construction (du capitalisme) ! » (*Golosouï za dostroïkou !*), est apparu le slogan « Votez pour qu'on pille jusqu'au bout ! » (*Golosouï za doverouïkou !*). Par ailleurs, dans la ville de Krasnoïarsk plus de cinq cents façades d'immeuble ont été recouvertes en l'espace d'une nuit avec des inscriptions géantes « Votez pour Belykh ! ». La pression exercée sur le SPS était liée à la volonté de Russie unie de déblayer le terrain et empêcher la droite d'entrer au parlement régional grâce à leur promesse de doubler le montant des retraites, grâce au recours à des mesures « technologiques » (puissants réseaux de militants rémunérés) ou encore grâce aux ententes avec les élites au niveau des districts. Mais la pression a échoué : le SPS a obtenu 7,25% des voix. Le SPS prétend à présent réellement au rôle de cinquième parti de la Douma. Il y a lieu de s'attendre à un renforcement de la pression sur le parti de la part du Kremlin.

OBJECTIF : DES ELECTIONS SANS CONCURRENCE

Par rapport au scrutin du 8 octobre 2006, le nombre de listes qui n'ont pas été admises aux élections a augmenté. Sur 135 listes proposées, seules 93 ont été enregistrées. Six mois plus tôt, avec 22 listes éliminées, le taux de refus avait été trois fois moindre : 10% et non 31%³⁰.

Pratiquement tous les partis qui ont récolté des signatures se sont vus refuser l'enregistrement. Par exemple, au Daghestan, 6 partis sur 13 ont essuyé un refus ; dans la région de Vologda, 4 refus sur 9 demandes ; à Saint-Petersbourg, 5 sur 11 ; etc.

Le pouvoir est parvenu à une délégitimation impressionnante de la procédure : seulement 20% des personnes sondées par le Centre Levada en mars pensaient que les élections seraient honnêtes et que les résultats seraient comptés correctement.

²⁹ <http://svobodanews.ru/Transcript/2007/04/09/20070409131854843.html>

³⁰ Déclaration de l'association Golos, <http://www.golos.org/zayavl-11.pdf>, p.13.

Avant les élections de 2003, 21% des citoyens étaient de cet avis. A présent, 50% des personnes interrogées sont convaincues que les élections seront malhonnêtes.

Suite aux élections de mars, Russie unie, le LDPR, le PCRf et Russie juste ont des places assurées à la Douma. A l'exception du dernier, ces partis seront enregistrés sans devoir verser de caution et sans récolter de signatures de soutien, puisqu'ils étaient représentés dans l'assemblée de 2003. Un sondage réalisé par les sociologues du centre Levada en mars indique également que quatre partis passeront dans la Douma : Russie unie arriverait en première position (57%), suivie des communistes (15%), de Russie juste et du LDPR (11% chacun). Iabloko recueillerait 3% et le SPS 1% - chiffres surprenants, car 4% de la population affirmait avoir de la sympathie pour ce dernier parti au mois de janvier.

Russie unie a remporté les élections dans 13 régions sur 14, avec un résultat moyen proche de 46%. Le parti jouit du soutien de 30% de l'ensemble de électeurs.

Comme le note l'Institut indépendant des élections, « la part de ceux qui votent en faveur de Russie unie, rapportée à l'ensemble des électeurs, est partout très basse, à l'exception du Daghestan : 31,1% dans la région de Tioumen', 28% dans la région d'Omsk, 22% dans la région d'Orel, 20,6% dans la région de Tomsk, entre 10 et 19% dans les autres. (...) Dans les régions ayant voté en mars 2007 aux élections pour la Douma fédérale, le soutien pour Russie unie s'élève à 38,1% ; pour les régions ayant voté en octobre 2006, ce chiffre s'élève à 33,9%. Il tombe à 32,8% pour celles ayant voté en mars 2006. On peut donc parler d'une diminution du soutien pour le 'parti du pouvoir' par rapport à octobre 2006, plutôt que d'une augmentation. (...) Et si l'on compare les suffrages obtenus par Russie unie le 7 décembre 2003 et le 11 mars 2007 en valeur absolue, on constate que le parti n'est parvenu à attirer des voix supplémentaires que dans les régions d'Omsk, de Tomsk et de Tioumen'. Dans toutes les autres régions, c'est une baisse du vote en faveur de Russie unie que l'on observe. Une baisse d'ailleurs assez abrupte dans certaines régions (*krai* de Stavropol, régions de Leningrad, Mourmansk, Orel et Samara) »³¹.

De l'aveu de ses stratèges, Russie unie n'est pas intéressée par le renforcement de la participation électorale. Lorsque la participation dépasse 50%, ce sont les propositions alternatives qui recueillent des voix. Selon le centre Levada, 47% des Russes prévoient de venir mettre un bulletin dans l'urne aux prochaines élections, chiffre qui dépasse la participation enregistrée en mars. 12% des électeurs se déclarent sûrs de ne pas voter ; 32% n'ont pas encore décidé s'ils iraient ou non voter. Si une partie d'entre eux décide finalement de venir voter, cela pourrait mener à ce que Russie unie, avec un score de 38-40%, n'obtienne pas la moitié des sièges à la Douma.

Russie juste a recueilli en mars en moyenne 15% des voix. Le parti obtient ses meilleurs résultats près de Saint-Petersbourg, d'où se diffuse l'influence de Sergueï

³¹ <http://www.vibory.ru/Regs/itog110307.htm>

Mironov et des structures politico-financières qui lui sont proches. L'absence de bulletins au nom de Iabloko bénéficie à Russie juste, comme on l'a vu à Saint-Pétersbourg. Une combinaison qui s'est avérée gagnante pour le parti est d'attirer dans ses rangs les maires de grandes villes qui sont en conflit avec leurs gouverneurs, comme c'est le cas à Samara et à Stavropol, ou bien des figures de l'ancienne élite, comme cela a été fait à Vologda et dans la république des Komis.

Le score du parti communiste, en dépit des avances faites par Ziouganov au Kremlin et de la dissociation opérée avec l'opposition « orange » de l'Autre Russie, n'est pas mauvais. Le parti arrive en deuxième place dans 7 régions, en troisième dans 5, et recueille toujours 15% des voix. Etant donnée l'impuissance de l'opposition, le PCRf peut rassembler les suffrages de l'ensemble de l'électorat orienté à gauche. Et nul danger pour le Kremlin, vu que le parti ne se bat pas pour le pouvoir, mais pour la représentation d'un groupe de députés propriétaires de l'étiquette PCRf à la Douma.

Le politologue Dmitri Orechkin note que l'électorat urbain penche inexorablement à gauche, comme le révèle l'enquête de l'Institut de géographie de l'Académie des sciences de Russie (RAN). Les communistes ont nettement consolidé leurs positions dans les villes³². Les statistiques avancées confirment cette observation : les scores ont été multipliés 1,2 à 4 fois (voir annexe 3) ! Cette tendance est particulièrement visible dans le nord : le vote pour le PCRf a été multiplié par deux à Mourmansk, par 3 à Syktyvkar. La seule exception est Makhatchkala (score divisé par six), où l'issue des élections a été truquée. Le parti communiste a donc des chances réelles, s'il conserve son soutien dans le sud du pays, d'arriver en deuxième position aux élections législatives fédérales de décembre 2007.

Les élections de mars confirment que les résultats du LDPR dépendent du temps d'antenne accordé à Jirinovski sur les chaînes de télévision fédérales. Un symptôme inquiétant pour le parti est sa défaite non seulement au Daghestan, mais aussi dans les régions de Moscou et Omsk, ainsi que la médiocrité du score moyen : 8,7%. On peut cependant supposer que ce score augmentera aux élections à la Douma. En l'absence d'un parti comme Rodina au printemps 2006, les voix des nationalistes iront au LDPR. S'il est décidé de ne pas admettre aux élections des personnalités comme Dmitri Rogozine et Andreï Savel'ev, Jirinovski pourra de nouveau jouer le rôle de l'ultra nationaliste et s'attirer l'électorat correspondant.

La direction de l'Union des forces de droite et son maître de l'ombre Anatoli Tchoubaï sont prêts à tout pour obtenir la présence de leur fraction au sein de la Douma fédérale. Le parti a failli à la promesse faite à Iabloko, après les élections à Perm, de ne pas présenter de liste à Saint-Pétersbourg en échange de la région de Moscou. Il faut s'attendre à ce que les ennemis personnels d'Anatoli Tchoubaï

³² « *Gorozhane otvernulis' ot politiki* » (Les citoyens se sont détournés de la politique), *Kommersant-Vlast*, N°14 (719), 14.04.2007, p.35.

cherchent à utiliser contre le SPS non seulement le parti de Iavlinski, en lui fournissant les moyens de faire une campagne minimale, mais aussi la Force citoyenne (*Grazhdanskaïa sila*) de Mikhaïl Barchtchevski.

Les leaders fédéraux de Iabloko espéraient être aidés par leurs accords tacites avec le Kremlin. La disqualification des listes de Iabloko à Saint-Petersbourg et en Karélie est bien l'œuvre des chefs de ces régions qui ont été offusqués par les leaders locaux de Iabloko, mais ces actes ont été approuvés par l'administration Poutine. Quant au Président Poutine, il a déclaré lors d'une rencontre au Kremlin avec Grigori Iavlinski qu'il n'était « même pas au courant que Iabloko avait été exclu des élections en Carélie »³³.

La moindre intensité de la critique du régime et la non participation aux manifestations de l'Autre Russie n'ont pas été payantes. On cherche à pousser Iabloko hors de la scène parce que le parti dérange Russie juste. De plus, le degré d'opposition manifesté par certaines figures de la fraction des défenseurs de droits de l'homme (les anciens dissidents Sergueï Kovalev et Iouri Rybakov) et par les activistes de la section pétersbourgeoise de Iabloko est tout simplement insupportable pour les fonctionnaires de l'administration présidentielle.

Le seul succès remporté par Iabloko aux élections de mars (jusqu'à la moitié des sièges au Conseil municipal de Petrozavodsk) est lié au leader régional pour la Carélie Vassili Popov. Six mois auparavant, Iabloko avait été exclu des élections pour le Conseil législatif régional. Aux élections pour le conseil de Petrozavodsk en mars, les électeurs ont puni Russie unie, qui a obtenu moins du cinquième des mandats.

Le projet du parti social-patriotique Patriotes de Russie a subi un échec complet, avant tout en raison de l'ambition de son leader Guennadi Semiguine. Comme le montre l'expérience des élections à Saint-Petersbourg, le projet peut être récupéré par Russie unie contre Russie juste.

Les Verts ont remporté leur unique succès à Samara. La barre des 7% a été dépassée grâce aux financements du groupe SOK qui a décidé de diversifier ses investissements politiques et n'a pas misé toutes ses ressources sur le maire de Samara et sur Russie juste.

Le parti de la Force citoyenne (jusqu'à mars 2007 : Russie libre) n'a pas pris part aux élections de mars. Le mondain Mikhaïl Barchtchevski, principal juriste du gouvernement, est à la tête du parti. Sa thèse fondamentale est la suivante : « Nous sommes les seuls rescapés à droite. Si on nous croit, nous pouvons faire 25% ». Le projet est destiné à être utilisé contre le SPS et Iabloko mais, au vu de l'incompétence organisationnelle de son leader, ses chances de réussite sont faibles.

Le programme de la coalition droite-gauche, l'Autre Russie, dirigée par Mikhaïl Kassianov, Garry Kasparov et Edouard Limonov, appelle au rétablissement des

³³Communication personnelle de G. Iavlinski à l'auteur.

principales libertés démocratiques. A l'actif du mouvement, des actions de rue – les « Marches du désaccord » à Moscou et à Saint-Pétersbourg – qui attirent de plus en plus de gens. On ne peut cependant pas dire que le mouvement soit très suivi.

La figure de Mikhaïl Kassianov est attractive pour l'élite, car il a la réputation d'être un homme politique à la fois mesuré et créateur, et non pas celle de quelqu'un qui cherche à détruire. En revanche la propagande lui attache auprès du peuple l'image d'un seigneur ayant privatisé à tort ce qui lui avait été confié par le gouvernement. Le Kremlin se garde cependant d'accuser ouvertement Kassianov de corruption, car Poutine, ayant toléré un tel ministre à ses côtés, risquerait d'en prendre de l'ombre.

Mikhaïl Kassianov a annoncé qu'il pourrait participer à la campagne pour les législatives si une liste d'opposition unifiée est créée sur la base de Iabloko. Dans le cas contraire, il s'est prononcé pour le boycott des élections à la Douma et la participation à l'élection présidentielle avec un candidat commun des forces démocratiques.

Grigori Iavlinski refuse de coopérer en invoquant l'impossibilité de mener des actions en commun avec les nationaux-bolcheviks. Mais il est bien connu que Iabloko dépend de structures proches du Kremlin. En 2006, le parti a commencé à recevoir des financements de la part d'Alfa-bank.

En avril 2007, tous les partis admis à participer aux élections avaient refusé publiquement toute interaction avec l'Autre Russie. Le chef du parti communiste Guennadi Ziouganov, qui a déclaré qu'il ne soutenait pas les « scénarios oranges », a fait de telles déclarations à plusieurs reprises. Le dirigeant du SPS Nikita Belykh a affiché son refus de coopérer avec l'opposition radicale lors de sa rencontre avec Vladimir Poutine au cours de l'hiver 2007. Le chef adjoint de l'administration présidentielle Vladislav Sourkov impose cette condition, « ne pas coopérer avec les fascistes et les oligarques », à tous les groupes qui prétendent participer aux élections parlementaires.

En mars 2007, le journal *Vedomosti* a révélé que l'administration présidentielle était en train de neutraliser tous les partis légaux, en exigeant d'eux la signature de la Charte de résistance à l'extrémisme. Puisque le Kremlin désigne par « extrémisme » toute action de protestation ou critique du Président, la proposition de signer le pacte se présente comme un test de loyauté. Le Kremlin jugera donc, en fonction du comportement des chefs de partis, qui est digne de participer à la campagne des élections pour la Douma. Russie juste et Russie unie ont signé le document. Le vice-président de Iabloko, Sergueï Ivanenko, a assuré que son parti avait approuvé le document, mais il a été démenti par le membre du Conseil fédéral Alexeï Mel'nikov.

Le Kremlin a déjà obtenu que tous les partis parlementaires excluent les questions de politique étrangère des débats préélectorales. Le conseil de ces partis

sur la politique étrangère a été présidé par un diplomate de carrière de l'époque soviétique, le député du PCRf Jules Kvitsinski. La direction anti-occidentale de Poutine et la recherche de soutiens parmi les Etats parias de la scène internationale reçoivent le soutien de toutes les fractions de la Douma. De l'avis d'une source proche du Kremlin, Vladimir Poutine confirmera personnellement les listes de députés invités à concourir.

Le politologue Mikhaïl Deliaguine estime que l'éminence grise du Kremlin Vladislav Sourkov est en train de mettre en place le schéma de la conservation de la majorité constitutionnelle au sein de la nouvelle Douma, à l'aide de deux combinaisons de partis pouvant être dirigées depuis un seul centre. « Russie unie aura moins de la moitié, et Russie juste plus de 20% (je parle des députés). Les autres seront des minoritaires. On peut être sûr que le PCRf en fera partie, et il y aura encore un ou deux partis minoritaires, peut-être le MDPR, peut-être le SPS, mais cela paraît peu probable. Les minoritaires seront strictement contrôlés par l'administration présidentielle. Il existera ici deux schémas de surgissement de majorité constitutionnelle. Il est convenu que la majorité constitutionnelle de Poutine, c'est Russie unie et Russie juste. La deuxième majorité constitutionnelle est celle de Sourkov : Russie unie plus les minoritaires, sans Russie juste. »³⁴.

Ce pronostic est intéressant. Sur les questions les plus importantes, une majorité constitutionnelle sera formée par Russie unie et Russie juste autour du nom de Poutine. Même avec un changement de Président, l'autorité de Vladimir Poutine demeurera suffisante pour assurer ses intérêts au Parlement. Pour les questions secondaires aux yeux de Vladimir Poutine, mais importantes pour l'idéologue du régime Vladislav Sourkov, des combinaisons tactiques variées pourront facilement être formées.

Ainsi, sur le modèle de la Douma de 1999-2003, Russie unie, le LDPR et la droite dirigée (le parti de Barchtchevski ou le SPS) peuvent ensemble constituer une majorité sur les questions économiques, tandis que sur d'autres questions, comme la politique étrangère de grande puissance, la majorité peut également se construire à gauche, avec les « patriotes soviétiques » du PCRf. Dans une telle situation, la Russie juste de Mironov pourrait se retrouver « hors jeu », puisqu'elle est contrôlée par les concurrents de Vladislav Sourkov.

De nombreux experts prédisent que Russie unie disposera de la majorité simple à la Douma même sans alliées. Les analystes du journal *Kommersant-Vlast'* jugent les résultats des élections de mars « suffisamment représentatifs pour faire sur leur base des pronostics sur les élections de décembre. Les élections ont eu lieu dans 14 régions (16% du nombre total de sujets de la fédération) où vivent 25,4 millions d'électeurs (environ 23% de l'ensemble des Russes disposant du droit de vote). Environ 9,8 millions d'entre eux (40%) se sont rendus dans les bureaux de vote le 11

³⁴ <http://www.svobodanews.ru/Transcript/2007/03/19/20070319153029987.html>

mars. »³⁵ La somme des voix reçues par un parti est divisée par le nombre total de votants dans les régions où il a été admis à participer au scrutin. Avec une telle approche, le pronostic n'est incontestable que pour les « quatre grands » qui ont concouru aux élections dans l'ensemble des 14 régions. Russie unie recueille 46,63% ; le PCRF 15,18% ; Russie juste 15,02% ; le LDPR 8,67%. Viennent ensuite le SPS (présent dans 9 régions) avec 5,89%, Iabloko (4 régions) avec 3,87%, les Patriotes de Russie (10 régions) avec 3,59%. Les restants recueillent 1,15%. « Pour l'heure, quatre partis sont assurés d'entrer dans la chambre basse. Avec la répartition des voix des partis qui ne passeront pas la barre des 7%, Russie unie devrait avoir plus de 53% des voix à la Douma »³⁶.

Ces pronostics permettent de comprendre l'intérêt de la direction de Russie unie à ce que les libéraux ne soient pas représentés dans cette assemblée de la Douma. On comprend aussi dès lors l'irritation mutuelle entre les leaders du SPS et de Iabloko et leur excitation face à l'Autre Russie, les perquisitions dans les QG du SPS dans le *krai* de Krasnoïarsk, la campagne visant à discréditer le SPS en le présentant dans la presse officieuse comme un parti « de gauche et populiste », et le déploiement de dernière minute du pseudo parti de la Force citoyenne comme « la vraie droite ».

Le franchissement de la barre des 7% par un parti libéral en décembre 2007 – peu importe qu'il s'agisse du SPS ou de Iabloko – priverait l'administration du Président et son principal stratège Vladislav Sourkov d'une « machine à voter » à la Douma. La perte du monopole à la Douma ferait revenir Russie unie à la situation de 1999-2003, un régime de relations de négociation avec toutes les fractions à la Douma. On peut supposer que la lutte pour la représentation des « occidentalistes » à la Douma sera fondamentale dans l'ordre du jour politique de l'été 2007.

L'issue des élections parlementaires de décembre 2007 déterminera les modalités concrètes de la passation de pouvoir de Poutine à son successeur au moyen de l'élection présidentielle. La présentation du dauphin par César n'aura sans doute pas lieu avant décembre 2007. La liste des prétendants inclut les premiers vice-ministres Dmitri Medvedev et Sergueï Ivanov, le Premier ministre Mikhaïl Fradkov, le PDG du groupe des chemins de fer russes Vladimir Iakounine, le chef de l'administration présidentielle Sergueï Sobianine, le vice premier ministre Sergueï Narychkine, et le maire de Moscou Iouri Loujkov. (*Traduit du russe par Xénia de Heering, mai 2007*).

³⁵ Kommersant-Vlast', n° 10 (715), 19.03.2007, p.26.

³⁶ *Ibidem*.

BIBLIOGRAPHIE

- Vladimir Gel'man (dir.), *Tretii elekoral'nyi tsikl v Rossii, 2003-2004*. (Le troisième cycle électoral en Russie, 2003-2004), Saint-Pétersbourg, The European University at Saint-Petersburg Press (EUSP in Political Science and Sociology, Vol. 14), 2007.
- Vladimir Gel'man, "From 'Feckless Pluralism' to 'Dominant Power Politics'? The Transformation of Russia's Party System", *Democratization*, Vol. 13, n°4, août 2006, pp. 545-561.
- Vladimir Gel'man, Sergueï Ryzhenkov and Michael Brie, *Making and Breaking Democratic Transitions: The Comparative Politics of Russia's Regions*, Lanham MD, Rowman and Littlefield, 2003.
- Grigoriï V. Golosov, *Political Parties in the Regions of Russia: Democracy Unclaimed*, Boulder, CO, Lynne Rienner, 2004.
- Henry E. Hale, *Why not Parties in Russia? Federalism, Democracy, and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- Maria Lipman et Andreï Ryabov (dir.), *Pouti rossiïskogo post-kommounizma* (Les chemins du post-communisme russe), Moscou, Centre Carnegie Moscou, P. Elinina éditions, 2007. (Disponible en ligne sur www.carnegie.ru).
- Vladimir Pribylovskii, « *Oupravliaemye vybory. Degradatsiia vyborov pri Poutine* » (Elections dirigées. La dégradation des élections sous Poutine), in : *Rossiia Poutina. Istoriia bolezni* (La Russie de Poutine. Histoire d'une maladie), Moscou, Panorama, 2004.
- Lilia Shevtsova « *Rossiia 2007 godu : Vlast' gotova k samovosproizvodstvu, ili ob opredelennosti neopredelennosti* » (Le pouvoir est prêt pour l'autoperpétuation, ou sur le déterminisme de l'indétermination), *Carnegie Moscow Center Briefing Paper*, Vol.9, n°1, janvier 2007 (en ligne sur www.carnegie.ru)
- Vladimir Shlapentokh, « *Trust in public institutions in Russia: the lowest in the world* », *Communist and Post-communist studies*, n° 39, 2006, pp. 153-174.
- Alexei Titkov, *Partiia N°4. Rodina i eie okrestnosti* (Parti N°4. Rodina et son entourage), Moscou, Panorama, 2006.
- Gilles Favarel-Garrigues, « *La déroute des partis de l'opposition en Russie* » (dossier), *Le kiosque*, CERI/Sciences-Po, mai-juin 2006 (en ligne sur www.ceri-sciences-po.org/cerifr/archive/2006.php).

SITES INTERNET

- www.levada.ru site du Centre Levada.
 - www.golos.org site de l'association pour la défense des droits des électeurs
- GOLOS.
- www.indem.ru/ site de la Fondation INDEM.
 - www.ceri-sciences-po.org site du CERI

Résultats des élections des députés des organes législatifs des sujets de la Fédération de Russie le 11 mars 2007 (en %)

(Résultats au 9 avril 2007)

	République du Daghestan	République des Komis	Krai de Stavropol	Région de Vologda	Région de Leningrad	Région de Moscou	Région de Mourmansk	Région d'Omsk	Région d'Orel	Région de Pskov	Région de Samara	Région de Tomsk	Région de Tيومen	Saint-Petersbourg
Participation électorale	80,78	40,19	42,79	36,10	31,44	29,84	30,87	50,40	56,53	41,08	36,77	43,98	47,19	33,27
«Russie unie»	63,67	36,18	23,87	41,90	35,24	49,57	42,19	55,65	39,02	45,42	33,54	46,79	65,89	37,37
PCRF	7,22	14,26	14,13	13,44	17,07	18,61	17,47	22,41	23,78	19,46	18,98	13,37	8,37	16,02
LDPR	0,81	13,61	11,80	10,83	12,13	6,81	12,59	4,29	7,34	8,41	11,59	12,87	10,80	10,89
«Russie juste»	10,68	15,49	37,64	20,91	20,94	8,86	16,18	4,83	12,60	15,68	15,14	7,90	8,74	21,90
SPS		8,80	7,73		6,997	6,90		5,87	6,98		8,11	7,78		5,17
APR (parti agraire)	9,12			9,39										
«Verts»											7,62			
«Patriotes de Russie»	7,07				3,67	2,05	5,04	2,03	3,06	4,18	1,38	3,75		5,60
«Iabloko»		3,65				4,09	2,94					3,65		
«Volonté populaire»		1,92						1,42	2,09					
DPR									1,31	0,85			1,03	
SEPR										0,91				
«Union»												1,06		
Parti communiste des travailleurs de Russie (PCTR)													2,53	
Bulletins nuls	1,42	6,07	4,83	3,54	3,96	3,10	3,58	3,51	3,82	5,09	3,63	2,83	2,64	3,05

Comparaison des résultats des élections pour la Douma fédérale et des élections des députés des organes législatifs des sujets de la Fédération de Russie le 11 mars 2007 (en %). (Résultats au 9 avril 2007)

NB : L.D. = Liste disqualifiée

«Russie unie»	2003	République du Daghestan	République des Komis	Krai de Stavropol	Région de Vologda	Région de Leningrad	Région de Moscou	Région de Mourmansk	Région d'Omsk	Région d'Orel	Région de Pskov	Région de Samara	Région de Tomsk	Région de Tيومen	Saint-Petersbourg
	2007	65,69	32,95	32,01	38,94	38,1	33,85	39,19	32,74	44,63	37,14	32,58	34,03	49,66	30,67
PCRF	2003	63,67	36,18	23,87	41,90	35,24	49,57	42,19	55,65	39,02	45,42	33,54	46,79	65,89	37,37
	2007	18,31	8,72	13,7	8,77	9,05	9,67	7,44	16,23	16,28	15,77	17,38	12,60	9,94	8,48
LDPR	2003	7,22	14,26	14,13	13,44	17,07	18,61	17,47	22,41	23,78	19,46	18,98	13,37	8,37	16,02
	2007	0,40	15,86	14,99	11,68	12,01	9,27	15,38	14,29	11,21	10,68	13,46	13,80	12,90	7,79
«Russie juste»	2003	0,81	13,61	11,80	10,83	12,13	6,81	12,59	4,29	7,34	8,41	11,59	12,87	10,80	10,89
	Rodina	0,57	8,62	9,89	7,92	10,86	15,48	9,87	7,34	8,41	8,12	8,07	6,21	4,65	13,67
	PP*	0,28	3,80	4,27	3,43	3,88	2,77	5,04	3,29	1,65	3,27	3,77	5,41	1,76	2,95
SPS	2007	0,74	2,08	1,80	2,04	2,90	1,51	1,52	1,60	1,36	4,49	1,68	2,11	1,30	5,24
	2003	10,68	15,49	37,64	20,91	20,94	8,86	16,18	4,83	12,60	15,68	15,14	7,90	8,74	21,90
APR	2003	4,19	4,39	1,91	3,68	4,11	4,41	2,92	3,78	1,51	3,81	3,51	5,21	2,10	9,30
	2007	L.D.	8,80	7,73	L.D.	6,997	6,90	-	5,87	6,98	L.D.	8,11	7,78		5,17
	2007	1,12	3,52	5,51	9,16	3,02	2,50	1,35	4,54	2,07	3,08	2,91	1,99	2,72	1,46
	2007	9,12			9,39										

* PP : Parti des retraités ; PJ : Parti "la Vie"

Résultats du PCRFB dans les villes en 2003 et 2007 (en %).

	Elections de la Douma, décembre 2003.	Elections régionales, mars 2007.
Makhatchkala	21,78	3,72
Syktyvkar	9,23	20,25
Stavropol	10,59	18,13
Vologda	9,49	18,73
Mourmansk	6,92	21,75
Omsk	16,38	30,71
Orel	17,81	31,38
Pskov	15,50	24,93
Samara	19,41	21,57
Tomsk	13,42	13,69
Tioumen'	8,88	10,96
Saint- Pétersbourg	8,48	16,02

(D'après les données des commissions électorales territoriales)

Les Cahiers Russie sont publiés à Sciences Po par le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, sous la direction de Marie Mendras. Cette collection propose des analyses originales sur la Russie dans des domaines variés : politique intérieure, économie, questions démographiques et sociales, culture et identité, politique étrangère. Elle accueille également des études sur des républiques ex-soviétiques dans une approche comparative et régionale.

The Russia Papers are published by the Center for International Studies and Research (CERI) at Sciences Po University in Paris. The Editor is Marie Mendras. The series offers original analyses on Russia in the fields of internal politics, economic affairs, demographic and social issues, culture and identity, and foreign policy. In a comparative and regional perspective, *The Russia Papers* are open to studies on other former Soviet republics.



SCIENCES PO



ISSN 1955-4397
dépôt légal autorisé